COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 38 - 10 FFR — 11 JUIN 1991

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-EDITH CRESSON-SOISSON : GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL GOUVERNEMENT DE COMBAT CONTRE LA POPULATION LABORIEUSE ET LA JEUNESSE

EDITH CRESSON, TELLE QU'EN ELLE-MEME, SUCCEDE A ROCARD

Edith Cresson succède par la grâce de Mitterrand à Michel Rocard. Une de ses caractéristiques : elle est totalement étrangère à la classe ouvrière. Née dans une famille bourgeoise, elle est restée fidèle à ses origines sociales. "Le Monde" du 17 mai dit d'elle :

> *«Mlle Edith Campion est pourtant née d'une famille "bourgeoise" : père d'un inspecteur des finances, mère au riche foyer, nurse anglaise. Ancienne d'HEC jeunes filles, elle épouse M. Jacques Cresson, cadre supérieur du groupe Peugeot.»*

Certes, de nombreux filles et fils de familles bourgeoises ont trompu avec leur milieu social, rejoint le socialisme et combattu avec le prolétariat. Edith Cresson a suivi un chemin bien déterminé. C'est par la Convention des institutions républicaines, petite formation bourgeoise que dirigeait Mitterrand, qu'elle a rejoint "le socialisme". Cette formation a participé, par calcul électoral, à la constitution, en 1971, sur les ruines de la SFIO, du nouveau PS. Mitterrand avait vu juste : l'effondrement de la vieille SFIO laissait un espace politique vide. L'occuper pouvait permettre de satisfaire les plus vastes ambitions. Le parcours d'Edith Cresson se poursuit : député, maire, ministre dans les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau, Mitterrand-Fabius-Crépeau, Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Démissionnaire du gouvernement Rocard, elle prend place à la direction d'un des grands groupes capitalistes français, le groupe Schneider :

> *«Propriétaire de Creusot-Loire qui demeure la plus grosse faillite du capitalisme français et qui a coûté cher au contribuable français, Schneider, où Mme Cresson était responsable de certaines actions internationales, vient de remporter une belle victoire en achetant l'entreprise d'électricité américaine, Square D.»*

Auréolée de cette victoire, imprégnée de cette conception du "socialisme", Edith Cresson était fin prête pour passer de son fauteuil du groupe Schneider à celui de premier ministre.

Mitterrand a tout simplement licencié Rocard pour mettre fin au gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson et former le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson. Michel Rocard en témoigne dans sa lettre de démission : *«Monsieur le président de la République, Vous avez bien voulu me faire part de votre intention de former un autre gouvernement... il me faut vous présenter la démission de ce gouvernement»* (le gouvernement dont Rocard était le premier ministre). Rocard fait état que sous sa direction ce gouvernement *«s'est attaché à réformer la France en profondeur»*. Rocard estime que *«pour inachevée qu'elle soit, cette tâche est largement avancée dans de nombreux domaines»*. L'article "Trois ans de gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson" que ce numéro de CPS publie rappelle les grandes lignes de ce que fut cette tâche.

MITTERRAND ET ROCARD ALLIES

Dès le lendemain des élections présidentielles, la crise du PS a pris une nouvelle dimension. Confronté à la politique "d'ouverture au centre", à la volonté conjointe de Mitterrand et Rocard de gouverner en trouvant une couverture parlementaire au sein de l'Assemblée nationale élue en 1986 à majorité RPR-UDF, et donc de ne pas procéder à la dissolution de l'Assemblée nationale, le courant mitterrandiste éclate. En conséquence : le 13 mai 1988, Fabius, candidat de Mitterrand à la succession de Jospin au poste de premier secrétaire du PS est battu. Il n'obtient que 54 voix contre 63 à Pierre Mauroy que Jospin, Mermaz, Emmanuelli, Estier, soutiennent. Cette crise s'accentue au cours des mois suivants et les "courants" se structurent, s'organisent, se fossilisent en véritables sous partis, ou plutôt cliques.

En septembre 1989, à l'occasion de la tenue de "l'université d'été" du PS, les "turbulences" à l'intérieur du PS et même entre les membres du PS siégeant au gouvernement se manifestent publiquement. CPS n° 29 de septembre 1989 rappelle que :

«"Le Monde" du 2 septembre faisait remarquer que : "Ce n'est plus l'opposition, comme sous M. Mauroy qui pose problème au gouvernement, ce sont ses propres troupes". L'avant rentrée politique vient d'en donner une démonstration éclatante. La scène de l'université d'été du PS qui a eu lieu à la station de montagne de Résoul, dans les Hautes Alpes. Tour à tour, Chevènement, Robert Chapuis, Delebarre, André Laignel, Louis Mermaz, Emmanuelli, ont critiqué publiquement la politique que Rocard poursuit. Le bouquet est revenu à Lionel Jospin. Parlant du rapport Prévot, il a dit : "puisqu'il n'y a pas sur ce sujet de position gouvernementale qui ait été arrêtée, je suggèrerait personnellement une extrême prudence si nous agissions de façon trop légère, trop technocratique, nous risquerions d'avoir là un conflit majeur".

Jospin est une sorte de vice premier ministre. Il a lancé une véritable torpille contre Rocard lequel a réagi vivement à ces attaques. Au micro de RMC, il a déclaré : " Faisons bien attention à ce qu'il y a derrière les revendications des socialistes et n'oublions pas que, quand on fait sauter la caisse, on en a pour longtemps ensuite à se serrer la ceinture (...) Et quand on a fait sauter la caisse on perd les élections (...) Il a fallu l'extraordinaire talent de François Mitterrand pour sauver les socialistes d'une défaite électorale persistante".

Au conseil des ministres du 6 septembre, approuvé par Mitterrand, il a invité les ministres à respecter la solidarité gouvernementale "toute décision prise ne saurait être remise en cause", a-t-il dit.»

Le calme est à peine revenu au sein du PS, de son groupe parlementaire, de ses ministres, que le mouvement des travailleurs des impôts se développe et prend toute son ampleur. Fin septembre, début octobre, les manifestations nationales se succèdent à Paris. Elles entraînent jusqu'à 200 000 fonctionnaires des finances, toutes catégories confondues, au point le plus élevé du mouvement, le 19 octobre. Une manifestation nationale de tous les fonctionnaires des finances à Paris, mais à l'Assemblée nationale, et non déviée vers le ministère des finances par les dirigeants syndicaux, est à l'ordre du jour, ainsi que la nécessité que toutes les fédérations des finances appellent à la grève générale. Conséquence : le groupe parlementaire du PS est en ébullition. Le 3 octobre, Bérégovoy doit venir s'expliquer devant lui. Il est pressé d'avoir à lâcher du lest. Pierre Mauroy menace d'aller manifester au ministère des finances. Soutenu par Mitterrand, Rocard et autres, Bérégovoy résiste. Pendant la discussion du budget 1990, le groupe parlementaire du PS mène une guerilla contre le projet de budget gouvernemental ce qui complique singulièrement le boulot de Rocard. Le 3 octobre, il est contraint pour faire avaler au groupe socialiste le projet de loi portant sur "diverses mesures d'ordre social" d'avoir recours à l'article 49 ter.

LE CONGRES DE RENNES : RENVERSEMENT DES ALLIANCES

Dès octobre 1989 s'ouvre la discussion préparatoire au congrès du PS qui se tiendra du 15 au 18 mars 1990 à Rennes. Au comité directeur des 7 et 8 octobre, pas moins de neuf "contributions aux débats" sont présentées. Les principaux textes présentés sont ceux de Jospin, Mauroy, Fabius, Rocard. Ni les uns ni les autres ne proposent d'orientation radicalement différentes. Pire : tous "les courants" sont d'accord pour modifier la "déclaration de principe" du PS qui désormais affirme :

«Les socialistes sont donc favorables à une société d'économie mixte qui, sans méconnaître les règles du marché, fournira à la puissance publique et aux acteurs sociaux (sic) les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général».

Les fonctions ministérielles qu'il occupe, la "loi d'orientation de l'enseignement public" qu'il a eu à faire passer, coûtent chers à Jospin. Il a perdu une grande partie de son influence dans le PS, son contrôle sur l'appareil du PS est remis en question. Alors qu'associé à Mauroy il croyait l'emporter largement, les résultats des votes dans les fédérations sont : Jospin-Mauroy : 28,94 % ; Fabius : 28,84 % ; Rocard : 24,26 % ; Chevènement : 8,52 % ; Poperen : 7,2 %. Dès lors, le congrès de Rennes devient une véritable foire d'empoigne entre Jospin-Mauroy (encore que l'un et l'autre joue leur propre jeu) et Fabius, candidat au poste de premier secrétaire du PS. La réalisation d'une "motion de synthèse" ne dépend pas de son contenu politique mais des résultats de la bataille pour le contôle du PS. Bien qu'il y ait des différences importantes entre les courants, Fabius et Rocard sont l'un et l'autre pour la liquidation du PS comme parti ouvrier et la constitution d'une organisation dans laquelle auraient leur place des formations ouvertement bourgeoises. Jospin et Mauroy sont pour le maintien du PS comme parti ouvrier-bourgeois dont la vocation est de gérer "honnêtement et loyalement" la société et l'Etat bourgeois.

Que le courant Rocard n'obtienne que 24,26 % des voix au sein du PS, qu'il ne soit que le troisième courant de ce parti, montrent que Rocard n'est pas représentatif du parti sur lequel s'appuie son gouvernement. Rocard en est fragilisé. Pourtant, la position que le courant Rocard adoptera au congrès de Rennes sera décisive : qu'il reste neutre entre le courant Jospin-Mauroy et Fabius et ce sont les "petits courants", Chevènement et Poperen qui arbitreront ; qu'il passe un compromis entre l'un ou l'autre des deux plus forts courants et c'est l'un ou l'autre de ceux-ci qui l'emportera. Rocard est premier ministre par le grâce de Mitterrand mais c'est pour lui un passage obligé vers la candidature à la présidence de la République. Or, Fabius vise à devenir premier secrétaire du PS : ce serait, pour l'héritier présomptif de Mitterrand, un tremplin qu'il utiliserait afin de devenir candidat du PS à la présidence de la République. Rocard n'entend pas rouler pour Fabius. Jospin et lui passent, au congrès de Rennes, un accord : Fabius ne deviendra pas premier secrétaire. La "synthèse" n'aura pas lieu au cours du congrès mais au cours d'une réunion ultérieure, après que Mitterrand ait fait reculer son poulain, au prix de quelques modifications dans les positions qu'occupent les uns et les autres dans l'appareil. Mauroy reste premier secrétaire du PS.

En contradiction, par suite de la politique du gouvernement Mitterand-Rocard-Durafour-Soisson, avec sa propre base électorale, déchiré à partir de là en fractions opposées ayant chacune ses propres intérêts et objectifs, le PS est à la limite de la dislocation. Dans l'immédiat, il ne peut être question pour Mitterrand de changer de gouvernement. Il doit, provisoirement, conforter celui qui est en place. Mais il soutient Rocard comme la corde soutien le pendu. Non seulement Rocard doit porter le chapeau de la politique anti-ouvrière que pratique le gouvernement dont il est premier ministre —politique qui met en cause les relations du PS et de sa base électorale et alimente les contradictions qui déchirent ce parti — mais encore, il a fait bloc contre le courant Mitterrand au sein du PS, contre Fabius, l'héritier présomptif. Dès lors Rocard est condamné. A brève échéance, il doit être licencié. Peu de temps se passe avant que Mitterrand fasse connaître que le "déficit social" de la politique Rocard l'irrite.

ROCARD EN SURSIS

L'intervention et la guerre impérialiste dans le Golfe valent à Rocard un sursis : Mitterrand occupe le devant de la scène ; il ne serait pas opportun de licencier Rocard au moment où la plus grande partie de la bourgeoisie redoute l'engagement dans le Golfe derrière l'impérialisme US, où à l'intérieur du PS de nouveaux élimages s'ouvrent par rapport au Golfe, Chevènement par exemple, allant jusqu'à démissionner du gouvernement. Mais un dispositif a été mis en place. La presse vient de révéler qu'à l'été 1990 une partie des mitterrandistes se préparaient :

«à une offensive concertée contre le premier ministre. Toutefois, le président de la République après y avoir prêté l'oreille met fin au complot. "Ce n'est pas le moment", répond-il à sa fidèle ministre (Edith Cresson), qui, du coup, annule la publication d'une interview ravageuse qu'elle avait accordée au "Monde". Trois mois plus tard, à l'automne, elle donnera sa démission du gouvernement». ("Le Monde" du 17 mai 1991).ï

Edith Cresson déclare alors :

«Je ne peux plus participer à un gouvernement où je constate une telle absence de volonté. Si c'est ce que l'on appelle le capitalisme modéré, très bien, mais moi, je constate que l'écart avec l'Allemagne est en train de se creuser, que le Japon nous taille des croupières (...). Ce dont le pays a besoin, c'est d'une formidable mobilisation et, pour cela, il faut une volonté.»

«J'en avais assez de parler dans le vide et de me faire taper dessus. La France a besoin d'un grand projet industriel, ils n'en veulent pas, je m'en vais.»

Bien entendu, sa démission et ses déclarations ainsi que son entrée dans le groupe Schneider sont concoctées avec l'Elysée.

La guerre du Golfe "victorieusement" terminée, le licenciement rapide de Rocard est à nouveau à l'ordre du jour. D'autant plus que "la popularité du Président" serait, selon les sondages, à son zénith. D'autres éléments le rend pressant. Loin de s'élargir "l'ouverture au centre" se rétrécit plutôt : l'UDF et le RPR viennent de signer un accord électoral auquel participe l'Union du centre. L'équilibrisme parlementaire de Rocard devient de plus en plus périlleux : le 9 avril, le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale n'est adopté, à l'Assemblée nationale, qu'à une voix de majorité, les centristes et le PCF ayant voté contre ; le 9 mai, le conseil constitutionnel annule la référence au "peuple corse" dans le nouveau statut de la Corse ; en raison de dissension dans le PS, entre l'Elysée et Matignon, le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales est retiré de l'ordre du jour du conseil des ministres, etc... Le financement des campagnes électorales, y compris celui des élections présidentielles de 1988, du PS pose problème et le désaisissement du juge Thierry Jean-Pierre, après qu'il ait perquisitionné au siège parisien d'Orba-Technic, bureau d'études chargé du financement du PS, provoque un scandale que "l'opposition" exploite. La côte du PS est très basse alors que se profilent les élections régionales de mars 1992 et celles des élections à l'Assemblée nationale en 1993. Le nombre de chômeurs s'est accru de 105 000 depuis le début de l'année. Les perspectives économiques Mitterrand estime qu'il est temps de licencier Rocard.

LE CAPITALISME FRANÇAIS A DURE EPREUVE

Au soir du 15 mai, Mitterrand a dit les raisons officielles qui l'ont amené à désigner Edith Cresson premier ministre :

«Le 1er janvier 1993, dans dix huit mois, un an et demi, l'Europe (la CEE) ne connaîtra plus de frontières intérieures entre les douze pays de la Communauté dont nous sommes. Nous entrerons dans un grand marché où circuleront librement les personnes, les biens, les capitaux.

Dans cet espace où vivent 340 millions d'êtres humains, la compétition sera dure, la concurrence sévère. L'avenir de la France (du capitalisme français) y sera engagé. N'en doutons pas, nous n'aurons d'autres protections que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté.
Cette voie est difficile, mais c'est la seule ouverte, la seule digne de notre histoire et de notre ambition. Tout repli sur nous-mêmes serait fatal. Il nous faut donc mobiliser nos énergies, rassembler nos efforts, préparer notre pays à cette étape décisive.

Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage notre économie et porter nos industries au plus haut, tout en préservant nos équilibres financiers.»

L'échéance 1993 est une réalité et elle s'annonce d'autant plus dure pour le capitalisme français que le capitalisme allemand pèse de plus en plus sur la "construction européenne". En fait, le retard du capitalisme français sur ses rivaux européens, n'a cessé de s'accroître depuis des années. Une étude de l'INSEE montre que la production industrielle des quatre grands pays de la CEE a évolué de la façon suivante : si l'on prend pour chaque pays la base 100 en 1980, on obtient pour la France 111 en 1990, pour l'Italie 114, pour le Royaume-Uni 118, pour la RFA 123. En 1990, en moyenne annuelle,

l'augmentation de la production industrielle a été en France de 1,6 % contre 5,1 % en 1989. Dans le dernier trimestre de 1990 il y a eu une baisse de 1 %. Finalement, l'INSEE évalue à 57,5 milliards de francs le solde négatif des produits manufacturés. Il se situe à peu près au même niveau que celui de 1989 (57 milliards). Mais en 1980 l'excédent atteignait 47 milliards, en 1983 l'excédent s'élevait à 83 milliards et à 32 milliards encore en 1985. En quatre ans, le solde négatif cumulé est de 168 milliards de francs. Or *«malgré un point de départ relativement bas à la fin de 1990»*, le recul de la production industrielle a été de 2,7 % en mars 1991 par rapport à février. Lorsque l'on compare mars 1991 à mars 1990, le recul est de deux points et même de cinq pour l'industrie manufacturière. De plus, les secteurs industriels les plus touchés sont généralement ceux de pointe : l'électronique par exemple. Enfin : l'ensemble de la production a stagné au cours des six derniers mois.

UN PROGRAMME DE COMBAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Edith Cresson se présente et est présentée ainsi que la Jeanne d'Arc de la renaissance industrielle du capitalisme français. Au cours de sa déclaration, le mercredi 22 mai, devant l'Assemblee Nationale, elle dit : *«Nous devons tirer fierté d'un bilan économique équilibré, salué par nos partenaires comme le fruit d'une politique vertueuse* (pour apprécier ce qu'est, selon Sainte Edith, la vertu, voir plus loin l'article "Trois ans de gouvernement Rocard"). *Ces succès ils s'appellent : un franc fort, une inflation maîtrisée ; un contrôle rigoureux de la dépense publique ; une stabilisation des prélèvements obligatoires. Ces acquis sont nos atouts.»*

Mais d'après Edith Cresson, cela ne suffit pas pour remédier aux *«faiblesses structurelles (qui) sont illustrées par un déséquilibre de nos échanges industriels (...). Muscler notre industrie et renforcer notre cohésion sociale»*. Aussi :

> *«Il s'agit pour l'industrie et le commerce extérieur de favoriser une orientation des financements publics vers l'industrie, une meilleure mobilisation des moyens de nos grands organismes financiers dans la même direction.»*

Edith Cresson poursuit :

> *«Nous voyons dans d'autres pays, comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Italie, comment les ressources des banques et d'autres instituts financiers sont encouragées à s'orienter vers le développement productif.*
>
> *Favoriser une orientation des financements publics vers l'industrie, **une meilleure mobilisation des moyens de nos grands organismes financiers** dans la même direction.*
>
> *De plus, les mécanismes d'encouragement de l'épargne doivent jouer dans le même sens sans remettre en cause, bien entendu, les modes de financement du logement social.»*

Le *"sans remettre en cause, bien entendu, les modes de financements du logement social"* est une précaution de forme. Edith Cresson se propose de mettre à la disposition du capital toutes les ressources financières dont peut disposer l'Etat, tous les organismes financiers et de drainer toutes les ressources de l'épargne, tous les dépôts en favorisant, par exemple, la "couverture sociale" par capitalisation à la façon des USA.

En fonction du même objectif, Edith Cresson affirme :

> *«Les ambitions que peut nourrir un pays comme la France nous commandent de soutenir non seulement des scientifiques participant aux exploitations ultimes de la matière et de la vie, mais aussi des techniciens capables de fabriquer et vendre les systèmes les plus complexes, que ce soit dans l'électronique ou dans le domaine spatial ou encore les secteurs les plus traditionnels. Mais les ressources humaines sont notre principale richesse. Je m'impliquerai dans l'adaptation des formations initiales et continues au besoin des personnes, dans l'adaptation des formations aux besoins réels du pays.»*

Traduit en langage clair, cela signifie : mettre au maximum en veilleuse la recherche fondamentale et favoriser la recherche appliquée et surtout connecter directement la recherche aux "entreprises", c'est-à-dire la subordonner strictement au patronat, et à ses besoins.

Ensuite, Edith Cresson signifie comment elle entend accommoder la classe ouvrière. Mais auparavant, elle dit :

> *«Je salue au passage l'initiative prise par une importante fédération patronale pour populariser l'importance et l'actualité des enjeux industriels.»*

"Le Monde" du 24 mai qui rend compte de la déclaration d'Edith Cresson, précise :

> *«Ce coup de chapeau rendu en termes sibyllins s'adressait à l'UIMM, l'Union des industries métallurgiques et minières qui vient de lancer une grande campagne d'affichage en faveur de l'industrie. Et s'apprête à engager différentes actions auprès des collégiens pour les sensibiliser aux métiers techniques.»*

Edith Cresson enchaîne :

> *«Je fais du changement du travail une priorité de ma politique. Changer de travail, c'est mieux tirer parti de l'expérience, du savoir-faire et des capacités d'innovation des personnes. C'est un surcroît de productivité pour les entreprises et donc à terme plus d'emplois. C'est pour les salariés un travail plus sûr, plus qualifié —donc mieux rémunéré — des perspectives de progression professionnelle.»*

On reconnaît tout de suite l'habillage de cette volonté de la bourgeoisie de disposer d'une main d'œuvre subordonnée à la "prospérité de l'entreprise", polyvalente, sans qualification réelle, sans droits ni garanties. Et Edith Cresson explique comment sa politique entend atteindre ce but :

> ***«Cette évolution repose à mes yeux sur les chefs d'entreprise, les cadres, l'ensemble des salariés et leurs représentants. La participation des salariés, la consultation***

des représentants du personnel, le plus tôt possible, et la négociation sociale sont à la base du progrès collectif et individuel.

L'Etat lui-même ne peut se désintéresser de cet objectif. Il doit marquer sa volonté de s'engager en donnant l'exemple comme employeur, ainsi qu'il l'a fait avec la réforme des PTT. Il est évident à mes yeux que le projet "modernisation du service public" relève du même objectif. Je le poursuivrai avec vigueur. Je veillerai à ce que tous les engagements pris antérieurement, et qui concernent plus de 80 % des fonctionnaires, soient scrupuleusement respectés.

Je recevrai rapidement, avec le ministre du travail, les organisations professionnelles et syndicales pour écouter leurs points de vue et leurs propositions. Qu'on ne se méprenne pas : la négociation collective entre partenaires responsables est bien le fondement même des relations sociales de ce pays.»

En bref elle veut faire faire un bond en avant à la "participation" jusqu'aux portes du corporatisme. Edith Cresson continue en indiquant sur quoi elle va s'acharner à court terme : la sécurité sociale en réduisant les dépenses de santé, par ailleurs le "Libre blanc" lui semble *"une bonne base de réflexion et débat. Il ne peut être question de sacrifier de manière démagogique l'avenir à court terme"*. Elle précise : *"Le débat concerne au premier chef le régime général"*. Mais prétend-elle : *"Les régimes spéciaux, de leur côté, ne sont pas des régimes de retraite comme les autres. Il n'est pas question de remettre en cause leur spécificité"*. Médiocre rouerie : dans l'immédiat peut-être, par manœuvre politique, ne seront-ils pas touchés, mais ce ne serait que provisoire. La forme utilisée vaut d'être appréciée : ne pas *"remettre en cause leur spécificité"*, signifie au mieux ne pas les aligner sur le régime général, mais ils pourront être modifiés.

"L'Education nationale" est une des cibles principales d'Edith Cresson. Dans sa déclaration elle réaffirme les orientations du précédent gouvernement. Toutefois, elle rajoute :

«Je souhaite encourager, dès le collège, l'ouverture réelle du monde des entreprises, organiser une meilleure articulation avec un apprentissage renové, revalorisé et étendu, continuer à développer les baccalauréats professionnels, les IUT, créer des instituts universitaires professionnalisés».

Derrière cela il y a son affirmation selon laquelle, l'enseignement obligatoire jusqu'à seize ans serait source d'inégalité car beaucoup de jeunes ne voudraient pas d'un enseignement général allant jusqu'à seize ans et préfèreraient s'orienter vers "l'apprentissage" en "entreprises".

Pour le reste, Edith Cresson rappelle ce à quoi s'accroche l'impérialisme français. *"La France ne transigera ni sur la sécurité d'Israël, ni sur le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat"*, dit-elle. Elle ne cache pas ce qui importe en premier lieu à l'impérialisme français *"c'est dans le même esprit que la France défend l'indépendance et la souveraineté du Liban"*. Décodé, cela signifie que "la France" utilisera tous les moyens de pression à sa disposition pour reprendre pied au Liban. Ensuite elle évoque la nécessité de *"revoir notre dispositif de défense"*, de poursuivre l'examen *"de la réforme hospitalière"*, de *"l'administration territoriale de la République"*. Elle parle de *"la réforme des caisses d'épargne et de prévoyance et de la prévention des risques professionnels"*, de *"la loi d'orientation pour la ville"*, le parlement devant l'adopter d'urgence. Elle conclut : *"Je chercherai avec vous les majorités les plus larges"*.

RAYMOND BARRE MET LES POINTS SUR LES "I"

Si toutefois il y avait quelque obscurité dans cette déclaration, Raymond Barre se chargerait de la dissiper dans un article que le même numéro du "Monde", qui rapporte le discours d'Edith Cresson, publie (ce n'est pas un hasard). Il précise le crédo du nouveau premier ministre :

«L'industrie manufacturière est le fondement de la productivité. La "société de service" s'appuie sur l'activité manufacturière, puisque la création d'emplois dans les services est pour une large part subordonnée à l'industrie, que la création de richesses est deux fois plus forte dans l'industrie, que seule celle-ci détermine la compétitivité sur les marchés mondiaux : c'est parce que l'industrie électronique du Japon est compétitive que ses services le sont.

Les stratégies de compétitivité donnent de ce fait la priorité à l'investissement. La concurrence par l'investissement est la forme principale de la concurrence dans l'économie contemporaine. S'engager dans cette voie, c'est accepter une baisse temporaire de rentabilité au nom de la préférence pour le futur. C'est aussi supporter que l'amélioration de l'emploi soit différée, jusqu'au jour où l'augmentation des parts de marché et l'accroissement du pouvoir d'achat suscitent des emplois nouveaux...

... Choisir la concurrence par l'investissement, c'est changer d'échelle de temps, c'est refuser la préférence pour le présent et la fuite en avant perpétuelle et épuisante. Alors se justifie l'engagement de l'Etat qui doit permettre aux stratégies des entreprises de se déployer et leur donner du temps pour la gestion du futur...

... La gestion sociale de la modernité à pour signification et pour but de préparer l'avenir. La France qui a su en dépit de critiques superficielles ou partisanes, y faire face avec un certain succès, risque cependant d'échouer dans le long terme faute de savoir former sa main-d'œuvre : absence de liaison mécanique entre l'obligation et l'accroissement du monde des diplômes et l'emploi ; erreur et perversité de l'objectif de conduire au baccalauréat 80 % d'une classe d'âge ; nécessité de privilégier la formation, mais danger de former des privilégiés.»

Et Raymond Barre énonce un des axiomes du jour :

«L'exemple à suivre est proche de nous : celui de l'Allemagne, où coexistent sur un même pied de légitimité un système de formation à vocation générale géré par l'Etat et un système à vocation professionnelle géré par les entreprises, les écoles et les collectivités

publiques. Les syndicats de l'éducation nationale auraient le plus grand intérêt à moderniser leurs conceptions en s'inspirant des deux thèmes proposés par Philippe Delmas : vers l'entreprise-école ; de l'éducation nationale à la nation éducative. Il y a là des bastions à démolir.»

Tout pour "l'entreprise" industrielle, sa compétitivité, ses investissements et, bien sûr, ses profits, les investissements dépendent des profits réalisés et escomptés. Y sacrifier les salaires, ne pas craindre d'accroître le chômage, mettre à son service l'Etat et ses ressources, détruire l'instruction publique en instituant *"un système à vocation professionnelle géré par les entreprises, les écoles et les collectivités publiques"*, Barre dit explicitement ce que devrait être la politique qu'entend mener le nouveau gouvernement, le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson.

NOUVEAU TOUR DE VIS AU DETRIMENT DES SALAIRES

Alors que sévit une "récession" qui peut se transformer en crise économique et financière disloquante, que le capitalisme français, un des anneaux les plus faibles de la chaîne des grandes puissances capitalistes, est déjà frappé et est encore plus durement menacé, c'est cette politique que tout gouvernement de défense des intérêts du capital doit suivre. Mais la "récession", en même temps qu'elle dicte une telle politique à tout gouvernement de ce type, réduit les moyens financiers de l'Etat bourgeois.

Par suite des quelques années de haute conjoncture qui viennent de s'écouler, les budgets du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson ont bénéficié d'importantes recettes fiscales. Il a donc bénéficié d'une certaine souplesse dans la gestion de l'Etat et il lui a été possible de maintenir *"un franc fort"* et de *"maîtriser l'inflation"*. Pourtant, y compris pendant ces années de "vaches grasses" pour le capital, le gouvernement a pratiqué *"un contrôle rigoureux de la dépense publique, une stabilisation des prélèvements obligatoires"*. En bon français, cela veut dire à pratiquer une politique de "rigueur contre la population laborieuse et la jeunesse, de diminution de leur pouvoir d'achat, d'aggravation de leurs conditions de travail et d'existence, de remise en cause de leurs conquêtes et acquis sociaux. D'ailleurs, une des conditions de ces quelques années de "prospérité", c'est-à-dire de hauts profits, ce fut une baisse considérable de la valeur de la force de travail.

Selon certaines estimations, le déficit budgétaire pourrait s'élever en 1991 à 120 milliards de francs : en 1985 il était de 153 milliards (3,3 % de la production nationale) ;en 1990 il avait été réduit à 93 et devait être réduit à 80,7 milliards de francs en 1991. Comment diminuer ce déficit pour maintenir le "franc fort" et "maîtriser l'inflation" ? De nouvelles recettes et aussi des amputations de crédits seront nécessaires (d'autant plus qu'il faudra "aider l'industrie"). Lesquelles ? Au moment où ces lignes sont écrites, ce n'est pas encore décidé. Mais comme il s'agit d'aider le capital afin de "muscler l'industrie", il ne fait aucun doute que ce sera au détriment de la population laborieuse. D'ores et déjà "le trou" de la Sécurité Sociale a été chiffré à 25 milliards de francs. Les salariés paieront : leurs cotisations seraient augmentées d'un point, ce qui est une diminution sèche de leur pouvoir d'achat s'ajoutant à celle consécutive au décalage entre la hausse des prix et l'augmentation nominale des salaires. En même temps, les salariés devront ou moins se faire soigner ou payer plus, par suite de la politique dite de *"maîtrise de santé"*, de *"l'enveloppe globale"*, d'*"abonnement à un généraliste"*.

LA SPECIALITE DE MME AUBRY

La composition du gouvernement indique bien sûr les "tâches" que se fixe le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson. Y prend place une autre figure symbolique : Mme Martine Aubry considérée comme la rédactrice des lois Auroux. Elle devient ministre du travail, de l'emploi et de la formation. D'emblée, cette présence met au clair ce que Mitterrand et Edith Cresson entendent par "cohésion sociale" : les travailleurs ligotés dans "l'entreprise", considérés comme la "communauté de travail". Mme Aubry a d'autres références encore. "Le Monde" du 18 mai écrit :

«Après son départ de la direction des relations du travail en 1987, Mme Aubry rejoignit le Conseil d'Etat en attendant d'intégrer Péchiney. Une entreprise où elle s'est efforcée de vérifier sa conviction selon laquelle l'organisation du travail joue un rôle déterminant dans la compétitivité des entreprises. Pour Mme Aubry, des investissements technologiquement innovants et coûteux ne peuvent être utilisés à pleine capacité si l'organisation du travail et les compétences des salariés n'ont été anticipées. Une conviction qui devrait lui faire adopter sur la modernisation sociale une démarche qui ne ressemblera pas totalement à celle de M. Soisson.»

On touche ici un point essentiel. Le taux du profit, au moment actuel, dépend de plus en plus de la vitesse de rotation du capital, et moins de l'extension du temps de travail que de l'utilisation constante des moyens de production, sans temps morts, sans interruption. Pour les capitalistes, surtout dans les branches où le capital instruments de production est considérable, mieux vaut le travail en équipes, par roulements, sans interruption de la production, que l'allongement des temps de travail. A la limite, une réduction de celui-ci, si cela est nécessaire pour faire en sorte que la production ne s'interrompe pas, est acceptable. "L'idéal", cependant, est ce qui se passe aujourd'hui chez Talbot : les 40 heures en quatre jours pour que le roulement puisse être réalisé. Mme Aubry a pour fonction de généraliser le système Talbot. Mme Edit Cresson répond aux "militants socialistes d'entreprises" réunis du 31 mai au 2 juin en conférence nationale :

«Une plus grande prudence s'impose... sur toute mesure générale de diminution du temps de travail. Certes les Allemands, leurs syndicats l'ont revendiquée. Tant mieux (...) pour eux d'abord ; d'une certaine façon tant mieux pour nous aussi. Quand nous en serons au niveau des Allemands (en ce qui concerne la productivité du travail, NDLR) *nous pourrons aborder ce problème de front. En attendant, nous devons étudier les modalités d'évolution du temps de travail à l'intérieur des entreprises, mais une mesure globale me paraît aujourd'hui un peu prématurée. Notre priorité c'est de répondre aux situations les plus difficiles, à quoi s'ajoute la compensation salariale et le risque*

qu'elle entraîne. Une hausse brutale des coûts du travail (...) n'est pas aujourd'hui supportable dans l'état de notre économie et de notre industrie ; il faut quand même le savoir. C'est pourquoi il faut privilégier la négociation décentralisée, lier la diminution du temps de travail avec son aménagement et une meilleure utilisation des équipements.»

Accroître "la compétence des salariés" est une formule alléchante qui masque une nouvelle menace contre les salariés : généraliser la polyvalence et, en réalité, réduire au minimum la qualification afin que la force de travail soit malléable au maximum, qu'elle soit flexible et adaptable aux besoins multiples du capital. Evidemment cela va de pair avec *"la meilleure utilisation (possible) des équipements"* selon les intérêts du capital, la défense du taux de profit.

LE PCF SOUTIENT LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-EDITH CRESSON-SOISSON

Au lendemain de la déclaration d'Edith Cresson devant l'Assemblée Nationale, Claude Cabannes écrit un éditorial dans "L'Humanité" du 23 mai qui ne laisse aucun doute quant à l'attitude du PCF vis à vis du gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson :

«Allez chiche ! "Muscler notre appareil productif ?" Bien sûr. "Porter nos industries au plus haut ?" Absolument. "Orienter les ressources des banques vers le développement productif ?" Tout de suite. "Doubler le nombre des ingénieurs ?" Evidemment. "Réconcilier l'économie et l'écologie ?" Certainement. "Etre fidèle à nos valeurs ?" Oh oui ! "Rénover les lycées ?" Les lycéens n'attendent que ça. "Maintenir notre haut niveau de protection sociale ?" Enfin. "Combattre toutes les ségrégations ?" Tout à fait...

... Sans impatience, sans préjugés ou illusions au rythme du peuple français lui-même, les communistes définiront leur conduite —leur soutien ou leur hostilité— en fonction de la politique réelle qui sera mise en œuvre. L'œil fixé sur la boussole des intérêts populaires et de l'avenir de la nation, en bref sur la boussole des valeurs, des idées, d'une politique qui s'appellent la gauche.»

Pauvre rédacteur de "L'Humanité" qui n'a pas compris que ce gouvernement est un gouvernement totalement au service de la bourgeoisie française, du capital. La vérité, la presse bourgeoise ne la cache pas, la direction du PCF, son appareil soutient et soutiendra de façon adéquate à chaque moment et à chaque circonstance le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson.

Il est nécessaire de noter la conclusion d'un des dirigeants occultes du MPPT, Sandri, ex-membre du bureau confédéral FO, qui signe sa rubrique d'"Informations ouvrières" Angelo Geddo :

«Nous venons de changer de premier ministre. On dit que Mme Cresson se réclame d'une gauche pure et dure. Nous verrons bien l'usage car par rapport à cette conquête sociale qu'est le repos dominical, l'occasion lui sera donnée de faire la preuve de sa capacité de résistance aux pressions qui ne vont pas manquer de se manifester de toutes parts. Il lui importe de faire ses preuves !» (sic).

Sandri-Angelo Geddo joue, à l'exemple de son confrère de "L'Humanité", et pour les mêmes raisons, au frère ignorantin.

La politique que le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson entend mener se situe sur le même axe général que celle du gouvernement précédent. Elle n'est cependant pas identique en ceci : la gravité de la situation du capitalisme français impose une brutale accélération du tempo et un approfondissement des attaques contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. En ce sens, il n'est pas la simple continuité du gouvernement précédent.

Dans la mise en place de ce gouvernement s'est insérée une tentative de Mitterrand et de ses fidèles de reprendre le contrôle total du PS. Selon le plan : Mauroy devait être appelé à exercer des fonctions ministérielles et il devait laisser le poste de premier secrétaire du PS que Fabius aurait occupé. Pour faire bonne mesure, Jospin devait devenir ministre des affaires sociales, c'est-à-dire s'ajoutant au discrédit qu'il subit en raison du rôle qu'il a joué au ministère de l'Education nationale, être exposé en première ligne. De ce gouvernement ont été éliminés sans phrase les amis de Michel Rocard. Mais Mauroy n'a pas marché et Jospin non plus. Le front Rocard-Jospin-Mauroy n'a pas été brisé, il se resserrait plutôt.

VERS LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ?

Le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson a une autre fonction : préparer les élections régionales et les élections à l'Assemblée Nationale. Elles se présentent mal, très mal, pour le PS. En outre, "l'ouverture au centre" modèle 1988 a échoué. La composition du gouvernement s'en ressent : exit la plupart des ministres "centristes". Durafour, première figure marquante de "l'ouverture au centre", ministre d'Etat du précédent gouvernement n'est pas membre du nouveau. Par contre, Rausch reste et devient ministre de la poste et des télécommunications ; Soisson prend du galon : il devient ministre d'Etat et ministre de la fonction publique et modernisation de l'administration. Enfin, il y a une contradiction criante entre le programme politique de ce gouvernement et remonter le handicap du parti socialiste. Or, sans que les députés du PS deviennent majoritaires à l'Assemblée Nationale, Mitterrand a besoin, pour finir son mandat présidentiel, que le PS ne s'effondre pas et qu'il représente une force conséquente, voire le groupe le plus nombreux à l'Assemblée Nationale.

Le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson est assuré de pouvoir faire passer ses projets de lois et de faire adopter son budget par l'Assemblée Nationale. Comme le précédent gouvernement, il jouera ou pourra jouer sur une majorité à géométrie variable : tantôt les députés du PCF votant pour lui ou s'abstenant ; tantôt une partie des députés UDC-UDF-RPR votant pour lui ou s'abstenant. Il aura un avantage sur son prédécesseur : la direction du PCF s'est engagée à ne pas censurer le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson.

Alors que le 19 novembre 1990 les députés du PCF avaient voté la motion de censure déposée par les groupes UDC-UDF-RPR, le gouvernement ayant eu recours à l'article 49 ter pour faire passer la Contribution Sociale Généralisée, et qu'il n'avait manqué que cinq voix à cette motion de censure pour obtenir la majorité absolue, rapporteur au CC du PCF des 5 et 6 juin, Francette Lazard a affirmé :

«Sans progression du mouvement et changements des rapports des forces (le vote d'une motion de censure) ne conduirait qu'à faciliter les opérations de la droite, avide de retourner au pouvoir, et de brusquer les échéances électorales dans un contexte qui lui est favorable actuellement.»

Mais aller jusqu'au terme des mandats électoraux, à partir de l'application de la politique que doit suivre le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson, c'est conduire le PS (et aussi le PCF) à un désastre électoral. Aussi, beaucoup de journaux, et de façon voilée, Edith Cresson également, ont-ils évoqué la possibilité d'une dissolution dans un délai de quelques mois de l'Assemblée Nationale. Pour que cette opération soit efficace et réduise les pertes prévisibles du PS il faudrait que la dissolution soit faite en apparaissant comme étant faite sur une ligne "gauche". Alors avec un groupe du PS réduit mais restant important, Mitterrand pourrait recommencer une nouvelle tentative "d'ouverture au centre" en nommant cette fois premier ministre carrément un "centriste", par exemple Soisson. Cependant, malgré toutes les astuces machiavéliques du florentin Mitterrand, on ne voit pas comment il pourrait parvenir à donner une apparence "gauche" à une éventuelle dissolution de l'Assemblée Nationale.

DISLOCATION

Les contradictions dans lesquelles la bourgeoisie française est prise, sa faiblesse face à ses rivaux impérialistes, sa décadence, dans un monde où le mode de production capitaliste est menacé d'une catastrophe économique et financière, d'un côté ; les contradictions d'un PS que déchirent les conséquences de dix années de "gestion honnête et loyale" de la société et l'Etat bourgeois, de l'autre : sont à l'origine du changement de gouvernement. La classe ouvrière n'y est pour rien. Cela lui est passé par-dessus la tête. Mais c'est à son détriment, à celui de la population laborieuse en général et la jeunesse, que le gouvernement va tenter de compenser déliquescence du capitalisme français.

Pourtant, la classe ouvrière dispose objectivement des ressources qui, à certaines conditions, lui permettraient de faire face, d'engager un véritable combat : pour ses revendications ; contre la politique du gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson, contre ce gouvernement ; pour un gouvernement de ses partis, ne comprenant aucun représentant d'organisations ou partis bourgeois ; pour une politique correspondant à ses intérêts. D'une certaine façon, les grèves de 24 heures du 20 mars, des 14 et 24 mai à la SNCF et celle, également de 24 heures, le 31 mai, à la RATP montrent la disponibilité de la classe ouvrière.

L'ensemble des conducteurs de trains ou de rames, tant à la SNCF qu'à la RATP, y a participé. Les autres catégories de personnel de ces entreprises ont beaucoup moins suivi. La contradiction n'est qu'apparente. Les conducteurs SNCF et RATP occupent dans les transports une position stratégique : s'ils débrayent, tout est bloqué. De plus, à la SNCF et à la FGAAC, se sont les deux syndicats représentatifs de cette catégorie, à la RATP ce sont la CGT et le SAT. Dès lors, lorsque ces deux syndicats appellent ensemble à une grève, il est rare qu'elle ne soit pas suivie. C'est ce qui s'est passé.

On ne peut arrêter là l'analyse de ces mouvements. Il est faux d'expliquer que c'est sous la pression des travailleurs de ces corporations que les dirigeants syndicaux ont appelé à ces grèves. Ils ont voulu éviter que les accus se chargent, que se concentre un potentiel explosif, que se créent les conditions d'une situation qu'il leur serait difficile de contrôler. Il suffit de voir comment ils ont procédé pour s'en rendre compte.

A la SNCF, les cinq fédérations (CGT, FGAAC, FO, CFDT, CFTC) ont appelé à une grève de 24 heures le 20 mars contre le "contrat de plan" qui prévoit : la suppression de 5000 emplois en 1991 ; 1,5 millions de km en moins de trajet voyageurs ; 2,64 millions de trajet marchandises ; le report d'opérations sur la région parisienne ; le transfert de trafics à la route. Mais quant à elle, la CGT appelait à préparer partout activement la semaine d'action (18-22) mais avec un temps fort le 20 marqué par des rassemblements et un arrêt de travail national. Elle se prononçait pour la renégociation du contrat de plan comme si c'était aux fédérations de participer à cela. Toutes les fédérations présentaient des revendications différentes. Aucune n'ouvrait de perspective. Autrement dit : maintient de la division dans le cadre de la grève.

Ensuite rien jusqu'au 14 mai. Cette fois, seules les fédérations CGT et Autonomes-traction appellent à la grève de 24 heures. Cette fois sont évoquées les menaces contre les retraites et les salaires sans que soit précisée quelle augmentation de salaire elles revendiquent. Le 15 mai, la CGT et la FGAAC déposent un nouveau préavis de grève : celui de la CGT va du 22 au 25 mai ; celui de la FGAAC du 23 au 31 mai. Autrement dit : maintient de la division et échenillages du mouvement. La CFDT se joint au mouvement. En conséquence : la CGT engage son mouvement dès le 23 et l'arrête le 25 au matin, alors que la FGAAC n'engage le sien que le 24 mais appelle à le poursuivre les 25 et 26. Dislocation.

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX : POUR L'APPLICATION DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Ce n'est pas tout. L'objet du litige c'est principalement la nouvelle grille que la direction veut mettre en application, mais pas toutefois sans l'accord des dirigeants syndicaux. En quoi consiste-t-elle ?

«Dans le projet de grille salariale, le nombre des qualifications est réduit à huit. Il existe des chevauchements entre qualifications, de façon qu'un agent qui n'a aucune chance de réussir à l'examen obligatoire pour accéder à la qualification supérieure ne soit pas bloqué en terme de rémunération. Enfin, dans chaque qualification il existe deux niveaux de rémunération afin de motiver les cheminots et d'accélérer la carrière des plus efficaces d'entre eux...

... Chez les 18000 conducteurs les qualifications allant

de T1 à T5 et comportant chacune quatre indices sont remplacées par une catégorie TA comportant deux niveaux et une catégorie TB comprenant trois niveaux.» ("Le Monde" du 23 mai).

Tout y est : suppression des qualifications ; carrière à la tête du client. Seule la FGAAC déclare :

«La FGAAC vous demandera sûrement bientôt de vous battre à nouveau pour nos retraites, contre une grille qu'elle n'a jamais demandée (tract du mois d'avril).

La CGT est pour *"la revalorisation du métier"*, c'est-à-dire pour une nouvelle grille. En fait elle va dans le sens de la direction avec des réserves. La CFDT n'y va pas de main morte, elle est pour :

«Un seul métier ; deux qualifications —conducteur de manœuvre — conducteur en ligne avec, au début, passage par conducteur stagiaire pour deux ans maxi ; un "déroulement" de salaires égal pour tous — automatique— à l'ancienneté.

La CFDT est contre des qualifications déguisées par le biais de roulements : les "pataches" pour les uns, les trains "nobles" pour d'autres, les "TGV" pour d'autres encore, avec les différences de primes que cela entraîne» ("L'escarbille" - 16/4/91).

Le reste n'est que de la poudre aux yeux. Les dirigeants des syndicats de cheminots "se battent" pour faire accepter par la direction de la SNCF... l'application de leur politique. La CFDT va même plus loin que ne le "propose" la direction de la SNCF au moment actuel : plus de qualification dans les échelles d'agents de conduite... polyvalence intégrale. Quant à la revendication de 7000 francs bruts de salaire de base... autant en emporte le vent. Une nouvelle grève des cheminots était programmée pour le 31 mai. Elle a été annulée en raison de négociation entre dirigeants syndicaux et direction de la SNCF. "L'Humanité" du 3 juin écrivait :

«A l'issue de la table ronde, vendredi soir, entre direction et syndicats, la CGT a fait savoir que "si l'augmentation de la masse salariale est passée de 2,2 % à 2,4 %, il n'empêche que cela est loin de faire le compte". Pour le syndicat, "il convient plus que jamais de consulter les cheminots, en assemblées générales, sur ce qu'ils veulent et sur ce qu'ils décident". Quant à la FGAAC-Autonomes, elle a indiqué qu'elle ne donnerait pas suite à son préavis de grève, qui court jusqu'au 15 juin.

Du côté de la direction, on faisait savoir que "les améliorations techniques enregistrées le 31 mai se traduiraient par une progression de 10 % de l'enveloppe financière, initialement prévue pour financer les améliorations de carrière, soit 990 millions de francs en année pleine au lieu de 900 millions.»

Pour quoi connaît la façon d'envelopper les choses de la maison, cela signifiait : pour "90 millions de francs en année pleine les dirigeants syndicaux entérine la grille que la direction de la SNCF a concoctée. En effet : plus question depuis d'appeler à nouveau les cheminots à la grève. Les dirigeants des fédérations de cheminots ont réussi à faire faire trois grèves de 24 heures aux agents de conduite pour... que s'applique la politique du gouvernement et de la direction de la SNCF.

L'appel aux travailleurs de la RATP des dirigeants CGT, UGICT, SAT, FO/ATMIC est de la même veine : *«Nous appelons tous les agents à faire du 31 mai une grande journée d'action avec un arrêt de travail de 24 heures»* (le 25/5/91). Au recto du même tract est publié un appel des seuls syndicats CGT qui écrit : *«La CGT, l'UGICT/CGT, FO/ATMIC et le SAT proposent aux salariés de faire du 31 mai une grande journée d'actions* (avec un s), *d'arrêts* (avec un s) *de travail, et de manifestations* (avec un s)» (le 22 mai 1991). C'est-à-dire : pagaille, confusion, dislocation, division. Pour compléter : chaque direction d'organisation présente des revendications différentes de celles que mettent en avant les autres. Finalement l'appel à la grève se contente d'abstractions, de généralités creuses : salaires, déroulement de carrière, retraites — le vide.

Ce sont deux exemples précis et évidents de matraquage par les dirigeants des fédérations et des confédérations de la classe ouvrière, de bouzille de ses potentialités, au compte de l'application de la politique gouvernementale et patronale. C'est seulement grâce à la politique des dirigeants des centrales, des fédérations, des syndicats ouvriers, qui est dans la logique de leur présence dans tous les organismes de participation "du sommet à la base" que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson a pu appliquer sa politique, que le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson peut espérer appliquer la sienne, que l'UDF et le RPR peuvent espérer revenir au pouvoir.

TOUT RESTE POSSIBLE

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse ne peuvent accepter ce nouveau gouvernement, sa politique ; pas plus qu'ils n'ont intérêt à ce que le RPR et l'UDF, flanqués du Front national, redeviennent majoritaires à l'Assemblée nationale, reviennent au pouvoir (il n'y a pratiquement pas de limite à l'agression contre la population laborieuse). Les exigences du régime capitaliste en crise sont implacables : d'autant plus qu'il est, comme le capitalisme français l'est, un des chaînons faibles de la chaîne impérialiste. Tout gouvernement lié ou qui serait lié au capital, qui serait un gérant "honnête et loyal" d'une société bourgeoise en déconfiture, fait ou ferait supporter cette crise, cette déconfiture aux travailleurs et aux jeunes. Pour être efficace toute réplique doit participer d'une politique qui met en cause le régime capitaliste, l'Etat bourgeois, vise à chasser du pouvoir tout gouvernement lié à la bourgeoisie et y porter un gouvernement ne comprenant aucun représentant d'organisations et partis bourgeois. Mais cette politique doit prendre en compte la réalité du mouvement ouvrier.

Or, tout liés à la bourgeoisie qu'ils soient, à ce jour, ce sont encore le PS et le PCF (en dépit de leurs crises) sur le plan politique, la CGT, FO, FEN (en dépit de la fuite de leurs adhérents) sur le plan syndical, qui sont les organisations dont le prolétariat dispose. Il ne peut en inventer d'autres subito-presto. Elles ne peuvent surgir de rien comme par miracle. C'est donc inlassablement une politique de Front unique des organisations ouvrières, le PS et le PCF, la CGT, FO, la

FEN qu'il faut projeter. Elle passe par l'agitation continue pour la rupture de ces organisations avec la bourgeoisie. Concrètement cela veut dire en ce qui concerne les confédérations, les fédérations, les syndicats par : quittez tous les organismes de participation ; pour l'organisation de grèves authentiques de corporations entières avec définition précise des plates-formes revendicatives et notamment — rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 — l'échelle mobile des salaires — défense des qualifications (ce n'est pas limitatif).

Mais la clé c'est le gouvernement. Pour l'instant, peut-être encore pour très peu de temps, il existe encore une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale. La dissolution de l'Assemblée Nationale signifierait dans les conditions présentes le retour d'une majorité de députés RPR-UDF et un paquet de députés du FN. Politiquement les conditions d'un combat victorieux du prolétariat deviendraient considérablement plus difficiles à réunir au moins pour un temps. L'existence d'une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale peut encore fournir un objectif politique aux travailleurs et à la jeunesse, qui savent d'expérience que les luttes revendicatives ne suffisent pas, leur inspirer une réponse à la question du gouvernement. Elle peut devenir un levier pour la mobilisation des masses.

Si ne jaillissent pas du plus profond de la classe ouvrière les initiatives de masses imposant aux dirigeants syndicaux à tous les niveaux de rompre avec la participation, de réaliser le front unique, de mettre en avant des revendications vraiment unitaires et conformes à ses intérêts, l'organisation du sommet à la base, de la base au sommet de comités de grève intégrant les représentants des syndicats, jamais ces dirigeants ne le feront d'eux-mêmes. Les députés du PS et du PCF ne rompront pas plus avec la bourgeoisie, ne constitueront pas un gouvernement sans ministre bourgeois si le mouvement des masses ne leur impose pas. Depuis que le gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson a été constitué, la direction du PCF rappelle discrètement de temps à autre qu'il existe une majorité de députés du PS et du PCF, mais : au mieux ils préconisent une resucée d'un gouvernement de "l'Union de la gauche" auquel participeraient des "personnalités" politiques bourgeoises ou carrément des représentants d'organisations et partis bourgeois ; de toute façon il s'agit de rappels tout à fait platoniques qui n'ont d'autres raisons que de servir d'alibi à la direction du PCF, à sa politique de soutien du gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson.

Pour en finir, répétons la conclusion du dernier numéro de CPS (les lecteurs remplaceront "gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson" par "gouvernement Mitterrand-Edith Cresson-Soisson").

«Il faut montrer à chaque moment que l'initiative des masses peut imposer aux dirigeants syndicaux de rompre avec la bourgeoisie, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, les organismes de participation et sous le contrôle des travailleurs, réaliser le Front Unique pour engager le combat contre leur politique et contre eux, afin que les revendications ouvrières soient satisfaites. Il y a toujours une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale. Il faut faire de cette donnée un levier pour la mobilisation des masses.

«C'est nous qui les avons élus. En masse, au cours de puissantes manifestations, d'une manifestation d'un million et plus, en réalisant le Front Unique des organisations syndicales, Front Unique qui est le plus immédiatement à notre portée, il nous faut leur dicter nos volontés. Assez du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Vous êtes la majorité à l'Assemblée Nationale. Décidez qu'elle est souveraine. Formez un gouvernement sans représentants d'organisations et partis bourgeois. Appliquez une politique conforme à nos besoins et à nos aspirations.

C'est aujourd'hui le seul levier pour la mobilisation des masses en vue de chasser le gouvernement actuel et d'y substituer, en fonction des intérêts du prolétariat, un autre gouvernement. Tant que cette possibilité existera, il est inadmissible de ne pas l'utiliser de façon propagandiste ou agitative selon que le permettent les circonstances.»

Le 7 juin 1991

TROIS ANS DE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON

MAINTENIR L'ASSEMBLEE NATIONALE A MAJORITE UDF-RPR

Le 8 mai 1988, François Mitterrand est réélu président de la République contre Chirac. Il obtient une majorité plus importante que celle qu'il avait obtenue le 10 mai 1981 : 43,15 % des inscrits en 1981, 43,78 % des inscrits en 1988. Au deuxième tour, la classe ouvrière, la population laborieuse ont fait bloc pour battre le candidat unique, à ce tour, des organisations et partis bourgeois, Jacques Chirac. Mais Mitterrand ne veut pas d'une majorité absolue de députés du PS à l'Assemblée Nationale et pas même une majorité de députés du PS et du PCF. Il ne veut pas dissoudre l'Assemblée Nationale. Il entend trouver une majorité parlementaire, couverture nécessaire à tout gouvernement de la Ve

République, dans le cadre de l'Assemblée Nationale élue en 1986, où l'UDF et le RPR sont majoritaires. A la volonté clairement exprimée au second tour des élections présidentielles par la population laborieuse, il oppose la politique "d'ouverture au centre".

Michel Rocard lui semble le plus apte à incarner cette politique à ce moment et, au moins dans un premier temps.Rocard est le dirigeant qui, au sein du PS et publiquement, fait campagne pour le "recentrage" de ce parti, pour de "nouveaux rapports" entre le patronat et les travailleurs, pour que le PS pratique une politique de type "néo-socialiste". Parmi les "éléphants" du PS, il est le plus favorablement perçu par les partis et hommes politiques de la bourgeoisie. Son ambition est de devenir, un jour ou l'autre, à son tour, président de la République, en s'appuyant sur une partie du personnel politique, des organisations et partis bourgeois.

CONTRE UNE MAJORITE PS : "OUVERTURE AU CENTRE"

Ni Mitterrand, ni Rocard n'ont, pour autant renoncé à leur politique "d'ouverture au centre". Sur leur instance, la direction du PS a ouvert une sorte de bureau d'embauche de candidats "centristes" à la députation qui se rallieraient à la politique "d'ouverture au centre" et seraient soutenus par le PS s'ils se présentaient sous l'étiquette "La France unie, majorité présidentielle". Le but est de constituer, même artificiellement et au détriment d'élus possibles du PS, un groupe parlementaire "centriste" lequel participerait au gouvernement qui devra être constitué après ces élections et soutienne celui-ci. Echec retentissant : rares et peu marquants sont les aspirants candidats de ce genre. Quant aux travailleurs : ils ont voté Mitterrand au second tour pour chasser du pouvoir les partis bourgeois et ressentent "l'ouverture au centre" ainsi qu'une provocation, un défi. Ce n'est pas tout. Entre les deux tours, le 9 juin, Mitterrand en rajoute. Il déclare :

> *«Une majorité nette sans qu'elle soit excessive me conviendrait»* et encore : *«Le gouvernement (d'après les élections à l'Assemblée Nationale) devra être le plus large possible».*

Un véritable coup de poignard dans le dos du PS. Il dresse le plus de brisants qu'il peut dresser pour qu'une "vague rose" ne déferle pas.

Sur le premier point, Mitterrand échoue : sauf Stoléru, aucun des candidats sous l'étiquette "France unie, majorité présidentielle" n'est élu. Sur le deuxième point, il ne réussit qu'en partie. Jamais le pourcentage d'abstentions aux élections à l'Assemblée Nationale n'a été aussi important depuis le début de la Ve République : 34,26 % des inscrits. Alors qu'au premier tour des élections présidentielles, le score de l'ensemble des candidats classables comme ceux d'organisations ou partis ouvriers s'est situé à 39,17 % des inscrits, au premier tour des élections à l'Assemblée Nationale il tombe à 31,24 % des inscrits. Au deuxième tour, la direction du PS conclut un accord de désistement réciproque PS-PCF. Il met une sourdine à la politique d'"ouverture au centre". La "vague rose" est brisée. Le PS n'obtient pas la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Pourtant Mitterrand, Rocard et compagnie ne peuvent empêcher qu'il y ait une majorité absolue de députés du PS et de députés du PCF.

Le 23 juin, Mitterrand reconduit Michel Rocard dans les fonctions de premier ministre, sur la ligne de "l'ouverture au centre". Le nouveau gouvernement ne parvient qu'à très peu s'élargir "au centre". Il devient le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. La couverture parlementaire de ce gouvernement sera la géométrie variable : tantôt il bénéficie de l'apport des votes de députés "centristes", tantôt des votes du groupe PCF ; selon les cas il joue sur l'abstention de députés de l'UDC, de l'UDF, du RPR ou (et) du groupe PCF. Souvent il recourt à l'article 49 ter, supputant que l'UEC, l'UDF, le RPR et le PCF ne voteront pas ensemble une motion de censure.

LA NOUVELLE CALEDONIE

Aux premières semaines de son existence, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson remporte au compte de la bourgeoisie un "éclatant succès" : il parvient à faire avaler au FLNKS les accords Matignon des 26 juin et 20 août 1988 qui maintiennent le joug colonial français sur la Nouvelle Calédonie. Le 4 juillet, l'Assemblée Nationale lui donne quitus et carte blanche par 543 voix contre une et trois abstentions. Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson tente de transformer l'essai en organisant un référendum d'un caractère plébiscitaire. Le 6 novembre, le "peuple français" est appelé à répondre par OUI ou NON à la question suivante :

> *«Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et portant nouvelles dispositions statutaires et préparatoires à l'auto-détermination de la Nouvelle Calédonie en 1998 ?»*

La majorité des votants répond OUI. Mais elle ne représente que 26,1 % des inscrits. De ce point de vue, c'est un échec politique.

LES TRAVAUX D'HERCULE

«La tâche largement engagée» bien que *«inachevée»* que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson a réalisée consiste en : une vaste offensive contre le pouvoir d'achat, les conquêtes et les acquis de la classe ouvrière, de la population laborieuse et de la jeunesse ; l'aggravation systématique de leurs conditions de travail et de vie. De plus et de façon systématique, ce gouvernement s'est efforcé de lier les travailleurs à la société bourgeoise, à leur propre exploitation, à "l'entreprise". C'est là une de ses caractéristiques. Encore a-t-il fallu qu'il dispose de l'appui ouvert ou non, direct ou indirect des appareils des organisations syndicales, des confédérations, fédérations, syndicats.

Le 17 novembre 1988, toutes les fédérations de fonctionnaires, à l'exception de la fédération CGT, signent un accord salarial qui entérine les pertes de pouvoir d'achat (plus de 10 %) que les fonctionnaires ont subies depuis 1982 et prévoit une augmentation de 2,2 % en niveau pour l'année 1989. Au moment de la liquidation de l'accord, les prix auront officiellement augmenté de 3,6 %. Le gouvernement n'accordera que 0,5 % supplémentaire : soit 2,7 % au total en fin d'année. Il prétendra :

1) qu'aucune clause de réajustement automatique des salaires n'est incluse dans l'accord ;

2) que *«la rémunération brute moyenne des fonctionnaires a augmenté de 6,7 % en 1989»* ;

3) que l'augmentation des salaires des fonctionnaires doit dépendre de l'amélioration du rendement, de la qualité du "service rendu", des "performances" individuelles...

Quelques mois après sa constitution, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson met en "chantier" la "loi d'orientation" de l'enseignement public et pour aider les dirigeants de la FEN et de ses syndicats à la faire passer, il la lie à une pseudo-revalorisation de la "fonction enseignante". Il faut noter ici que, contre les résultats des référendums qu'ils ont eux-mêmes organisés sur la signature ou non de cette pseudo-revalorisation, introduction politique à l'adoption de la loi d'orientation, tous les dirigeants des syndicats fédérés dans la FEN le signent. Le 10 juillet 1989 l'Assemblée Nationale l'adopte. Le 31 décembre 1989, l'Assemblée Nationale vote la loi qui aligne *«la protection sociale»* française sur celle des autres pays de la CEE.

Le 29 août 1989, Jean-Paul Husson, directeur du cabinet de Michel Rocard annonce devant les jeunes rocardiens la mise en "chantier" des "onze travaux d'Hercule" : *«assumer et réaliser la loi d'orientation de l'éducation nationale»* ; *«la modernisation du service public»* ; *«engager avec les salariés un pacte de croissance, qui lie la compétitivité et l'efficacité du service public à un meilleur partage des revenus et à une croissance du pouvoir d'achat dans ce secteur»* ; *«développer une grande politique du logement social»* ; *« financer les dépenses sociales en distinguant la solidarité (qui pourrait être financée par une cotisation sociale sur l'ensemble des revenus) de l'assurance»* ; *«relancer la politique de l'emploi»* ; *«prendre en main le devenir de la région parisienne»* ; *«engager une politique d'insertion des exclus»* ; *«développer la justice fiscale»* ; *«poursuivre la logique de la décentralisation... étendre les compétences des collectivités locales»* ; *«relancer la participation dans l'entreprise... Aller plus loin dans la ligne des lois Auroux»*.

Le 9 février 1990, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires (FEN, FGAF, CFDT, CFTC, CFE-CGC) signent le "protocole d'accord sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations des trois fonctions publiques". Jusqu'alors, en application du statut de la fonction publique, les fonctionnaires étaient répartis en quatre catégories selon leurs diplômes (A : licence, B : bac, C : brevet, D : pas de diplôme). A l'intérieur de chaque catégorie, le corps correspondant à la nature du travail du fonctionnaire définit une place incidiaire, identique pour tous les fonctionnaires du même corps, quel que soit le poste particulier auquel il était affecté. Les accords signés le 9 février 1990 entament cette classification. Le 12 mai 1990, l'Assemblée Nationale adopte la loi Quilès. Elle organise la séparation des Postes et des Télécommunications. Elle crée "deux personnes morales de droit public", "la Poste" et "France Télécom". Elle ouvre la porte à la pénétration des capitaux privés dans ces nouvelles sociétés. Elle institue un statut particulier pour les agents des PTT. Le 1er juin 1990, l'Assemblée Nationale vote la loi sur le "travail précaire" qui l'institutionalise. Le 16 novembre 1990 Michel Rocard a recours à l'article 49 ter pour faire adopter la loi qui institue la "Contribution Sociale Généralisée". Voilà quelques "réformes" marquantes que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson a mis au point, proposé et que l'Assemblée Nationale a adoptées au cours de l'année 1990.

En 1991 est encore adoptée la nouvelle loi hospitalière qui considère l'hôpital comme une entreprise, supprime 60 000 lits, limite l'équipement des hôpitaux locaux, etc, etc... "Libération" du 16 mai 1991, qui pourtant est favorable à ce gouvernement, écrit :

> *«Pour les entreprises, le gouvernement Rocard a été une aubaine : une série de mesures ont ramené l'impôt sur les sociétés à 32 % (contre 42 % en 1998) tandis que la taxe professionnelle voit son plafond abaissé de 4 à 3,5 % en attendant la grande réforme prévue au printemps par feu le gouvernement... dernière mesure fiscale bien peu socialiste, l'allégement de la fiscalité de l'épargne qui profite à ceux qui disposent d'un capital».*

Ce bilan très partiel, portant seulement sur quelques aspects saillants de "la tâche" du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson suffit pour illustrer la nature de cette "tâche".

LES MASSES CONTRE LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON

Ce gouvernement était un gouvernement faible, dont la couverture parlementaire était mouvante. Rapidement il s'est opposé aux aspirations et aux besoins des travailleurs et des jeunes, base électorale du PS. La croissance du pourcentage d'abstentionnistes aux différentes élections le prouve. Dès le 2 octobre 1988, au premier tour des élections cantonales le pourcentage des abstentionnistes s'élève à 51 % des inscrits, du jamais vu. Le 18 juin 1989 aux élections européennes, les abstentionnistes constituent 51,19 % du corps électoral et la liste RPR-UDF dont la tête est Giscard d'Estaing obtient

28,87 % des votants, alors que la liste du PS que dirige Fabius n'obtient que 23,61 %. Le 12 mars 1989 au premier tour des élections municipales, ces tendances se sont également manifestées. Toutes les élections partielles, qui se sont déroulées depuis ont confirmé ces résultats.

A des multiples reprises les travailleurs de telle ou telle corporation ont cherché à engager le combat pour leurs revendications, contre la politique gouvernementale et patronale, contre le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Dès la fin septembre 1988 c'est le mouvement des infirmiers et des différentes catégories de travailleurs de la Santé. Il est mené à l'impasse par les "coordinations", la dérobade des dirigeants syndicaux "négociant" par ailleurs avec le gouvernement. Aux mois d'octobre-novembre 1988, les dirigeants des syndicats de la Sécurité Sociale disloquent et liquident un puissant mouvement. En novembre 1988, il faut encore signaler les grèves des traminots de Nantes et de Lyon que les dirigeants syndicaux ont réussi à chapeauter et dont ils ont pu limiter les conséquences. En novembre-décembre 1988, les dirigeants syndicaux manipulent l'aspiration au combat de certaines catégories de travailleurs de la RATP, les impuissantent et finissent par signer avec la direction de la Régie des accords qui sont une application pure et simple de la politique gouvernementale (les dirigeants de la CGT ne les signent pas mais ils participeront à leur application).
Aux mois de février-mars 1989, une certaine agitation et une tendance à la mobilisation se font jour contre le projet de "loi d'orientation de l'enseignement public" que prépare Jospin au nom du gouvernement — préparation à laquelle participent les dirigeants de la FEN et des syndicats qui en sont membres — et pour la revalorisation selon leurs qualifications des enseignants. Gauchistes prônant les "coordinations", dirigeants de la FEN et de ses syndicats, concourent à la liquidation des possibilités qui se dessinent. C'est une condition pour que des dirigeants puissent signer l'accord de pseudo-revalorisation et participer à la mise au point de "la loi d'orientation". Ensuite c'est la grève des fonctionnaires habitant en Corse que les fédérations de fonctionnaires isolent pour qu'elle ne se transforme pas en grève générale de la fonction publique.

L'année 1989 est surtout marquée par le mouvement des fonctionnaires des finances qui dure du mois de juin 1989 à la fin octobre. Revendications : augmentation des salaires, arrêt des suppressions d'emplois. Les dirigeants refusent : de réaliser le front unique ; d'unifier le mouvement en appelant à la grève générale des fonctionnaires ; de donner toute sa portée et son efficacité à ce combat en appelant à une manifestation de tous les fonctionnaires à l'Assemblée Nationale pour contraindre les députés du PS et du PCF qui, ensemble, y ont la majorité, à décider qu'ils satisfassent les revendications. A signaler aussi le mouvement de chez Peugeot et celui des chantiers navals de Saint-Nazaire. Ils se sont déroulés de façon différente, mais les dirigeants syndicaux les ont également conduits à l'impasse.

LE SOUTIEN FRANC OU MASQUE DES APPAREILS SYNDICAUX

Ce sont les dirigeants des fédérations et des confédérations syndicales qui permettent que les projets gouvernementaux d'atteinte à la grille de la fonction publique puissent être mis en œuvre sans coup férir. Les uns les signent, les autres, CGT et FO ne les signent pas mais sans plus. Ce sont encore les dirigeants des fédérations qui paralysent toute réaction efficace des travailleurs des PTT contre le projet de loi Quilès, tandis que ceux des confédérations participent activement à l'élaboration du projet de loi "sur le travail précaire". Les mêmes ouvrent la voie à l'adoption de la CSG en disloquant toute réplique. Quant au mouvement des lycéens d'octobre-novembre 90, ainsi que l'écrit CPS n° 36, il a été *«divisé, phagocyté et mené à l'échec»*.

Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson a pu appliquer sa politique parce qu'il a bénéficié de l'appui total des appareils des confédérations, des fédérations, des syndicats ouvriers. A tous les niveaux, ils ont participé et participent aux organismes que le gouvernement et le patronat ont mis et mettent en place pour les associer à l'élaboration et à l'application de leur politique. A tout le moins, en participant à ces organismes, ils couvrent cette politique. Corrélativement, ils ont saboté, disloqué, bousillé toute mobilisation, tout combat efficaces de la classe ouvrière et de la jeunesse et ils continuent à faire ce sale boulot. C'est pourquoi ce gouvernement a pu sévir, pendant trois ans, contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse.

RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE, FRONT UNIQUE, GOUVERNEMENT PS-PCF

Au cours de ces trois ans, tout combat efficace, de tout grand mouvement de classe du prolétariat passait par une politique qui impliquait ce que définissait le numéro spécial de CPS date du 15 mai 1988

«Défaite de CHIRAC, candidat unique du RPR, de l'UDF et du FN
Défaite de la bourgeoisie

MITTERRAND dissout l'Assemblée Nationale :
Inconditionnellement pour l'élection d'une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale

Pour que la défaite électorale de la bourgeoisie devienne une victoire du prolétariat :
- combattre tout gouvernement comprenant des ministres représentant directement ou indirectement des organisations ou partis bourgeois, la bourgeoisie ;
- combattre tout gouvernement au service du capitalisme en crise.

A bas la Ve République et ses institutions
Pour le Front Unique du PS et du PCF, des centrales syndicales FO et CGT, de la FEN, leur rupture avec la bourgeoisie.

Pour un gouvernement du PS et du PCF s'appuyant directement sur la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse».

Et encore :

«Adresser aux dirigeants des centrales syndicales FO et CGT, à ceux de la FEN, des fédérations et syndicats, la revendication "rompez avec la bourgeoisie", n'est pas moins nécessaire que de l'adresser aux dirigeants du PS et du PCF. "Rompez avec la bourgeoisie", en ce qui

concerne les organisations syndicales signifie : ne siégez pas dans les organismes de participation, boycottez-les, organisez leur boycott. A cette revendication est directement associé : réaliser immédiatement le Front Unique aux niveaux des entreprises, de corporations entières, au niveau national, pour engager le combat pour les revendications. Très rapidement en d'importantes entreprises,
des corporations entières, l'unité réalisée par la constitution de la base au sommet de comités de grève, comprenant à tous les niveaux les travailleurs élus en Assemblée générale et les représentants syndicaux, le combat, la grève jusqu'à satisfaction peut être engagée, jusqu'à la grève générale.

La rupture des centrales syndicales, de la FEN d'avec la bourgeoisie, leur boycott de la participation et de ses organismes, la réalisation du Front Unique entre ces organisations à tous les niveaux, l'engagement de véritables et authentiques mouvements par d'importants secteurs de la classe ouvrière, de la grève générale, poseraient rapidement et brutalement les questions de la rupture du PS et du PCF d'avec la bourgeoisie, de leur Front Unique pour imposer un gouvernement de ces partis sans ministre bourgeois. Il faut s'engager sur cette orientation.
La défaite que la bourgeoisie, son candidat, ses organisations et partis ont subie aux élections présidentielles, celle qu'il faut leur faire subir aux élections à l'Assemblée Nationale, mettent et mettront à l'ordre du jour les plus grands combats de classe du prolétariat. De l'issue de ces combats dépendra que la défaite de la bourgeoisie se transforme en victoire éclatante du prolétariat et de la jeunesse. Tous les maillons de la chaîne de la lutte des classes, de l'action politique pour le Front Unique ouvrier conduisent à un même objectif : un gouvernement du Front Unique, un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant la bourgeoisie, transition vers un gouvernement ouvrier et paysan appuyé directement sur le prolétariat, appliquant un programme anti-capitaliste, s'engageant sur la voie qui mène au socialisme.»

Au fur et à mesure que se développait la politique "d'ouverture au centre", il devenait nécessaire de mettre en avant la nécessité que les centrales, fédérations, syndicats, appellent en Front Unique à des puissantes manifestations, une manifestation géante à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du PS et du PCF qui y restent majoritaires :

Décidez de satisfaire les revendications
Décidez que, majoritaires à l'Assemblée Nationale, celle-ci est souveraine
Formez un gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois.

LA RESTRUCTURATION

Le dernier numéro de CPS a publié un compte rendu du Congrès de la FEN de Clermont-Ferrand, en février dernier. Celui-ci indiquait dans sa conclusion que la direction avait été amenée à différer ses projets de "recomposition syndicale" mais sans les abandonner. La résolution sur le "thème central" du congrès en a posé les bases de principe et en a fixé l'échéance, par un congrès extraordinaire avant la fin de 1992.

Politiquement, avec les positions sur la guerre du Moyen-Orient, intervenue entre temps, cette question était la plus importante, et préparée de longue main.

En 1988, le congrès de la FEN de La Rochelle avait pour thème central "l'école de l'an 2000", préparant les données de la politique du gouvernement qui devait suivre les éléctions législatives. "L'école de l'an 2000" est à la base de la loi d'orientation de juillet 1989.

Les rapports entre la politique du gouvernement bourgeois et le thème central du congrès FEN de Clermont : *«bâtir le syndicalisme de notre temps»*, étaient analogues. Michel Noblecourt l'avait expliqué dans "Le Monde" dès le 5 décembre 1989, avant même que Yannick Simbron ne lance dans celui du 5 janvier 1990 la perspective d'une nouvelle *"grande confédération syndicale"* :

«L'idée caressée depuis plus de deux ans par des responsables du Parti Socialiste consistait à bâtir une grande centrale social-démocrate concurrençant la CGT et établissant des liens plus ou moins étroits avec le PS»

Ayant pris en charge au gouvernement la gestion des intérêts du capitalisme français, les dirigeants du PS partagent avec celui-ci la crainte du Front Unique, réunissant la classe ouvrière ou des secteurs entiers de celle-ci, dans la lutte pour ses revendications. En même temps, ils ont besoin de formes d'organisation syndicale qui servent leur politique de façon plus poussée encore qu'aujourd'hui. Le modèle en est la CFDT, syndicat de division fondé à partir de la doctrine sociale de l'Eglise et l'association capital-travail, repeinte depuis en autogestion, cogestion, participation.

La FEN est la seule fédération authentique de l'enseignement public. Elle a gardé son unité parce que : sous l'appellation de "tendances" tous courants politiques du mouvement ouvrier s'y expriment ; elle est représentative de toutes les catégories de

personnels de l'enseignement public. En ce sens, elle est un cadre de front unique de ces personnels. De longue date, elle constitue pour les gouvernements bourgeois un obstacle qu'il leur faut détruire, y compris si nécessaire, en utilisant la participation de ses dirigeants à leur politique.

Tel est le sens du processus engagé au congrès de Clermont-Ferrand : faire éclater la FEN, détruire le syndicalisme enseignant, comme condition indispensable à l'éclatement du corps enseignant poursuivie par le gouvernement avec celui de l'enseignement public.

UN OFFENSIVE LONGUEMENT PREPAREE...

L'appareil UID a organisé cette opération plus d'un an avant le congrès, et l'a préparée depuis plus de trois ans, comme en témoigne ce texte du répondeur de la FEN du 14 mai 1987 :

«Il s'agit pour le secrétaire général de la FEN de conduire chacun des 450 000 adhérents à se prononcer en premier lieu sur les objectifs éducatifs. Une fois définis ces objectifs il faudra alors réfléchir aux structures et aux contenus de formation. Puis dans un deuxième temps les adhérents devront élaborer des propositions de structures pour la FEN elle-même, structures nécessairement adaptées au projet d'école.» (cité par l'Université Syndicaliste du 14/5/87).

Au cœur du "projet d'école" devenu depuis "Loi d'orientation" figure justement la participation à tous les niveaux et sous toutes les formes.

Le contenu politique des projets proposé est clair. Il suffit pour le voir de feuilleter les plus de 200 pages de "discussion" préparatoire au congrès (en fait un matraquage orienté où se sont conjugués des morceaux choisis "d'experts en syndicalisme plus ou moins ouvertement CFDTistes et les contributions de l'appareil UID mobilisé pour la circonstance).

... CONTRE LE SYNDICALISME OUVRIER

C'est une véritable offensive contre le syndicalisme ouvrier qui y a été développée, au nom de sa crise, prétenduement due à la *"montée de l'individualisme et aux mutations dans le monde du travail et les qualifications"*. Les traditions syndicales qui ont fondé les syndicats regroupés dans la FEN, en tant qu'organisations de la classe ouvrière, sont de ce fait archaïques, obsolètes et sources de "corporatismes étroits". Qu'on en juge par ces quelques extraits parmi cent autres :

«Les corporatismes mettent en cause le fonctionnement de la démocratie parce qu'ils provoquent la surenchère, l'émiettement de la revendication et l'éparpillement des scènes de négociation. Plus encore, et surtout en période de mutation et de crise, les corporatismes, devenus un facteur structurel d'inflation doublé d'un facteur structurel de rigidité, de résistance au changement, constituent un péril économique majeur.» (Denis Segrestin, page 63).

«Les syndicats, eux, continuent d'apparaître comme ceux qui défendent becs et ongles les avantages acquis, tant pis pour ceux qui n'ont rien acquis (...) Les syndicats, qui n'ont plus de rôle révolutionnaire, sont principalement représentatifs des classes moyennes (...) Vouloir aujourd'hui rassembler les masses (quelles masses ?) est illusoire.» (Deux dirigeants du SNEPAP, page 99)

«Tout corporatisme appuyé sur des intérêts étroits, campé sur les privilèges des "acquis", engendre en temps de crise l'exclusion sociale de catégories moins favorisées.» (Michel Tozzi, page 60)

«Les actifs sont-ils prêts à accepter une diminution de leur pouvoir d'achat pour créer des emplois ? (...) Existe-t-il un droit intangible à la progression de tous les avantages ? (...) Peut-il y avoir une société de liberté si certains risques économiques et sociaux ne sont pas laissés à l'initiative et à la responsabilité de chacun ? Peut-il y avoir une économie compétitive si les statuts individuels ou collectifs sont intouchables ?» (Gérard Adam, page 102).

«Existe-t-il encore aujourd'hui une "classe ouvrière", une culture ouvrière, au sens traditionnel de ces mots ? (...) Le public a connaissance de nombreuses données socio-économiques et se montre sensible - à la différence de certains "responsables" syndicaux ? - aux contraintes qui s'exercent sur la société. Dans ce contexte, les exigences maximalistes, ou ultra-corporatistes - qui n'ont généralement aucune chance d'aboutir - déconsidèrent aux yeux des salariés ceux qui en font un moyen privilégié d'expression.» (section Dordogne).

Quant au devenir de la FEN proprement dite, les choses étaient aussi claires : scission, orientation vers un rôle de "syndicat officiel", adaptation à la décentralisation.

«Le financement des syndicats par la cotisation individuelle est déjà dans les faits un schéma dépassé (...) D'où l'idée d'un nouveau mode de répartition (...) par mise à disposition des moyens de fonctionnement aux syndicats par l'entreprise ou l'employeur (...) Son autonomie a toujours été revendiquée comme une situation provisoire, dans l'attente d'une recomposition. Plus de 40 ans ont passé, c'est une autre recomposition qui est aujourd'hui possible et souhaitable. Etant donné ses champs de syndicalisation, la FEN doit viser à la construction d'une grande centrale syndicale dans la Fonction Publique, non pas contre mais en convergence avec la CFDT et la FGAF. Ce choix ne peut faire l'unanimité, aucun choix ne peut la faire. Certains partiront. Le rassemblement des autres sera de loin plus important quantitativement et qualitativement.» (dirigeants du SNEPAP).

«Enfin, peut-être serait-il temps de prendre en compte l'importance prise par les régions et créer de véritables structures académiques.» (section Dordogne).

VERS "UN SYNDICALISME" DE PARTICIPATION, DE COGESTION

C'est cette orientation qui a été reprise par la résolution du Congrès de Clermont-Ferrand, où les dirigeants de la FEN affirment leur volonté de rompre avec une "culture ouvriériste", faisant de la revendication quantitative et de la conservation des acquis le moteur de son action".

Ils entendent mettre la FEN au service d'un "projet de société", auquel doit contribuer un syndicalisme de proposition et non plus de "contestation".

Yannick Simbron en précisait le sens dans son éditorial de FEN-Hebdo du 21 mars :

> *«Il faut aussi que nous ayons le courage d'évaluer le coût des propositions que l'on formule. A quoi servirait-il de proposer des solutions dont on saurait que leurs coûts les rendraient hors d'atteinte ? Oui, c'est vrai ce genre de question est peu fréquent dans le syndicalisme. Mais si l'on veut que le syndicalisme réponde aux questions que se posent chaque jour les adhérents dans l'exercice de leur métier, mieux vaudrait que les réponses soient accessibles. Beaucoup le sont, ce sont toutes celles que les personnels expérimentent et imaginent sur le terrain. Il y a ici un formidable gisement de mobilisation et d'efficacité pour peu qu'on veuille bien le valoriser.»*

Autrement dit, il faut subordonner les revendications aux possibilités de l'économie capitaliste à la politique du gouvernement, et le rôle du syndicat est de persuader les travailleurs qu'ils n'ont pas besoin d'argent, mais qu'ils doivent travailler davantage.

Le contenu de ce "syndicalisme"-là n'est pas nouveau. C'est celui qui inspire la doctrine de la CFDT, un "syndicalisme" de participation, de cogestion sociale, orienté vers un syndicalisme corporatiste.

C'est celui qui correspond au "pôle syndical" dont parlait "Le Monde" du 2 février, sur lequel le gouvernement aurait la "possibilité de s'appuyer pour piloter les nécessaires évolutions du système éducatif".

Une telle perspective, et ses promoteurs le savent, ne peut aboutir qu'à l'éclatement, à la destruction de la FEN et de ses syndicats, préservée en 1947 contre la scission comme organisation syndicale représentative du corps enseignant, partie intégrante du mouvement ouvrier ; et instrument de défense de ses intérêts contre l'Etat bourgeois.

LE GOUVERNEMENT VEUT DETRUIRE LE CORPS ENSEIGNANT

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur la politique gouvernementale visant à l'éclatement de l'enseignement public, sur le modèle allemand invoqué par Rocard, et aujourd'hui implicitement par Edith Cresson dans son orientation en faveur de l'apprentissage patronal. CPS en a longuement traité dans ses numéros antérieurs.

Cette orientation n'est pas nouvelle mais elle s'est heurtée depuis toujours à la résistance du corps enseignant et des personnels de l'enseignement public dans leur ensemble, du fait à la fois des conditions historiques qui les ont constitués en France en tant que corps spécifique doté de statuts nationaux et de traditions de lutte de classe, et du maintien, en 1947, de la FEN comme cadre syndical unitaire du corps enseignant.

Parce qu'il ne peut y avoir d'éclatement de l'enseignement public, conformément aux intérêts de la bourgeoisie française en crise, sans éclatement du corps enseignant, le gouvernement entend détruire celui-ci.

• Depuis des années se poursuit la dislocation de l'enseignement supérieur et de ses personnels, de plus en plus dépendants des financements privés et des pouvoirs régionaux.

• Depuis des années se poursuit le développement de l'apprentissage patronal contre les lycées professionnels publics et leurs enseignants, et leur soumission grandissante aux chefs d'entreprise.

• Depuis 1990, la loi d'orientation généralise cette offensive : aucun secteur, aucune catégorie de personnel ne doit y échapper.

• dans le primaire avec les "cycles" et la liquidation du corps centenaire des instituteurs et de ses acquis (logement, retraite, formation...) ;

• dans les lycées avec les "modules" qui préparent le bac par unités capitalisables et la liquidation du cadre national des diplômes, des programmes, du statut des enseignants ;

• dans le recrutement et la formation : suppression des Ecoles normales, généralisation de l'auxiliariat, préparation du recrutement au niveau des régions par les IUFM, la substitution projetée de "professeurs" d'école aux instituteurs ;

• A tous les niveaux, dans tous les ordres d'enseignement, le gouvernement instaure la participation qui n'a pas d'autre but que de lier les enseignants à la dislocation :

- par des "projets" donnant à chaque établissement un "caractère propre" selon le milieu et les influences locales,

- par le "partenariat" avec les entreprises et les notables locaux et régionaux.

Tel est le cadre politique où doit s'insérer, pour le gouvernement et les dirigeants de la FEN, la "recomposition" syndicale.

CE QUE SIGNIFIENT LES PROPOS DE CHARLES MILLON

Le président du Conseil Régional de la région Rhône-Alpes à majorité RPR-UDF, Charles Millon, a illustré dernièrement ce que signifie cette politique pour les personnels de

l'enseignement. Il a ouvertement déclaré vouloir "rompre avec le centralisme qui asphyxie le système éducatif, et instaurer :

- l'autonomie complète des établissements ;

- des "contrats" entre ceux-ci et la région sur les conditions de travail et d'enseignement ;
- le recrutement d'enseignants rémunérés par la région ou les municipalités, y compris des "professionnels" du privé ;

- son propre système d'orientation et d'alternance.

En même temps, Charles Millon entend associer à ces décisions les représentants syndicaux, dont ceux de la FEN, qui siègent avec ceux des patrons et des élus RPR-UDF au Conseil économique régional.

Ce faisant, il s'appuie sur la politique de démantèlement et de participation définie en particulier par la loi d'orientation. Il montre de surcroît dans quel sens iraient immédiatement les décisions d'un gouvernement UDF-RPR dont Charles Millon pourrait être ministre de l'Education nationale.

Il montre en même temps quelle serait la place d'un "syndicalisme de proposition", c'est-à-dire de participation, dans les dispositifs d'éclatement qu'il projette, et les conséquences pour les personnels.

En bref, il montre comment la politique gouvernementale à laquelle les dirigeants de la FEN prêtent leur concours passe par la nécessité d'émietter, de casser le corps enseignant dont l'unité, les acquis statutaires, l'indépendance, sont incompatibles avec cette politique.

POUR Y PARVENIR, IL FAUT DETRUIRE LA FEN

En 1947, les enseignants ont su résister à l'éclatement résultant de la scission syndicale.

La Fédération de l'Education nationale qu'ils ont alors décidé de maintenir est aujourd'hui la seule fédération représentative du corps enseignant.

Réunissant à travers ses syndicats nationaux toutes les catégories dans une même organisation, elle est un facteur capital de leur unité et de leur défense, et son existence est incompatible avec le démantèlement de l'enseignement public, avec l'éclatement de ses personnels. Pour mener ceux-ci à leur terme, les syndicats de la FEN doivent être démantelés, et la FEN détruite.

Les lecteurs de CPS savent comment depuis des années les dirigeants de la FEN ont soutenu la politique gouvernementale, et provoqué du même coup l'affaiblissement de l'organisation qu'ils dirigent. Toute la politique de décentralisation, chacune des mesures de dislocation indiquées plus haut, ont reçu leur approbation et leur participation.

Cela ne suffit pas, pour les besoins de la bourgeoisie française en crise. Leur accord politique avec le gouvernement exige qu'ils aillent plus loin. Il exige qu'ils se chargent de ce qu'aucun gouvernement n'a eu la force de réaliser depuis trente ans, et liquident eux-mêmes la FEN, de l'intérieur.

COMMENT ?

Les décisions qu'ils ont faites prendre par le congrès de Clermont-Ferrand éclairent le contenu comme la forme de leur projet.

D'une part, il s'agit d'en finir avec l'unité de la FEN, pour construire, avec la CFDT, sur les principes du "syndicalisme de proposition"-participation, une nouvelle confédération.

Une telle orientation est une orientation de scission. A l'encontre de ce qui a fondé la FEN en 1947, c'est-à-dire le maintien de l'unité syndicale des enseignants dans la perspective de la reconstitution d'une CGT unifiée, Yannick Simbron et les dirigeants UID rejoignent le camp des scissionnistes de 1947, et prévoient d'étendre cette scission à l'enseignement.

Mais ce n'est pas tout. En attendant la réalisation de cette perspective (avancée depuis plus d'un an et jusqu'ici sans le succès escompté auprès des partenaires éventuels), les dirigeants de la FEN entendent au plus tôt changer le fonctionnement de la fédération.

Sur quelles bases ? Celles précisément, la mieux adaptée à la politique des Charles Millon : "tirant les conséquences de la décentralisation", pour un "syndicalisme de proximité".

Ce qu'ils proposent c'est, par un processus de constitution de syndicats "de branche" et de structures régionales, d'annihiler et détruire les syndicats nationaux regroupés dans la FEN, de les disloquer en une poussière d'unités adaptées à l'autonomie des établissements, aux projets d'école, à la multitude de conditions différentes de travail, d'horaires, de contenus, de relations différentes avec les "partenaires" locaux, adaptées à la pratique de la participation dans les conseils d'école, d'administration, d'universités, adaptées aux structures régionales de la décentralisation.

Ce qu'ils proposent c'est la destruction des solidarités nationales qui constituent le corps enseignant en tant que tel et l'instauration de "syndicats de site", adaptés aux conditions locales et régionales d'emploi, de rémunération, d'exploitation, en accord avec les objectifs gouvernementaux d'éclatement de l'enseignement public et de ses personnels (comme ailleurs avec la destruction des garanties catégorielles et statutaires dans la métallurgie, la RATP, la SNCF, etc.)

UNE ECHEANCE HISTORIQUE AUSSI IMPORTANTE QU'EN 1947

Nous avons fait référence à plusieurs reprises à la date de 1947, où la Fédération de l'Education nationale a été sauvegardée de la scission parce que le corps enseignant a su réaliser les conditions de son maintien, en particulier par l'affirmation du droit d'expression en son sein des différentes tendances du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, dans des conditions différentes, l'enjeu du combat : maintien de la FEN et de ses syndicats fédérés revêt la même importance qu'en 1947.

Mais la politique de ses dirigeants, en soutien au gouvernement, contradictoire aussi bien avec les revendications immédiates qu'avec les aspirations générales des personnels pour se libérer de la société capitaliste, a considérablement affaibli la FEN et ses syndicats. Elle en a dégoûté et chassé des dizaines de milliers d'adhérents, des milliers de militants actifs et il ne s'agit plus seulement pour la FEN d'une menace de scission.

La liquidation de la FEN, l'éclatement du corps enseignant ne pourrait que décupler cette désaffection, et en fait marquer la destruction du syndicalisme enseignant.

Ce serait en même temps un coup porté contre le mouvement ouvrier français dans son ensemble.

QUELLE OPPOSITION A CLERMONT-FERRAND ?

Au congrès de Clermont-Ferrand, la résolution sur le "thème central" a été adopté par 53,23 % des mandats, contre 46,12 % à un contre texte présenté par Unité et Action et ses associés, tendances "Autrement", Ecole émancipée et PUSIEGP (voir le compte rendu du congrès publié dans le n° 37 de CPS) et baptisée "Charte de Clermont-Ferrand".

La marge est faible pour les dirigeants fédéraux, et d'autant plus que le décompte des mandats des seuls syndicats des personnels enseignants (à l'exclusion de ceux réunissant les autres personnels, de service d'administration, etc...) fait apparaître à l'inverse chez ceux-ci une majorité pour la Charte, de 63 %.

En même temps, ce type de clivage constitue un facteur de division supplémentaire, dont les dirigeants UA du SNES ne se privent pas de jouer. Sur quoi repose en effet leur opposition, quel est le contenu de la "Charte" ?

1°/ elle se prononce avec raison contre le congrès extraordinaire, pour le maintien de l'unité, du droit de tendance et des syndicats nationaux, bases constitutives de la Fédération.

2°/ cependant, elle se situe sur le même terrain que les dirigeants fédéraux : celui d'une "nécessaire réforme du fonctionnement de la FEN" et de renouvellement du syndicalisme. La direction du SNES va même jusqu'à reprendre à son compte dans les mêmes termes ("investir de nouveaux espaces") les bases données au "syndicalisme de proximité" par le texte majoritaire. La direction du SNETAA (tendance "Autrement"), quant à elle, s'en réclame ouvertement.

3°/ elle réclame de plus pour la FEN de véritables structures régionales, et la direction du SNES commente : "aptes à s'inscrire dans les nouveaux enjeux des instances régionales" ... où elle revendique plus de place dans les Conseils économiques régionaux.

4°/ et surtout, elle limite les problèmes à un débat portant sur les structures, la vie démocratique, les meilleures formes de fonctionnement de la Fédération.

Ce faisant, on peut dire qu'elle a essentiellement constitué à Clermont-Ferrand l'axe d'un regroupement d'appareils, dans la guerre que se mènent depuis des années ceux qui dirigent le SNIPegc et la FEN, liés au PS, et celui qui anime la "FEN bis" des syndicats à direction Unité-Action, liés au PCF. Les uns et les autres, en fait, se sont disposés en vue de l'éclatement, se refusant à combattre contre la politique qui est à la base des projets de recomposition, c'est-à-dire contre la participation qu'ils pratiquent ensemble, contre la loi d'orientation, qu'ils ont aidé ensemble à faire passer.

POUR LA DEFENSE DE LA FEN CONTRE SA DESTRUCTION

Ce n'est pas seulement parce qu'ils donneraient à la FEN de plus mauvaises structures que les projets de recomposition doivent être combattus et repoussés. C'est parce qu'ils sont étroitement liés aux attaques et aux menaces contre le corps enseignant, parce qu'ils vont dans le sens d'une victoire décisive du gouvernement et des forces réactionnaires qu'il représente contre les intérêts immédiats et à long terme des personnels, mais aussi de leurs élèves et de la jeunesse en général qu'ils doivent être rejetés de façon absolue.

Tout courant, toute tendance qui ne lutte pas pour la rupture des dirigeants de la FEN et de ses syndicats avec le gouvernement, concourt à la liquidation de la FEN, acceptent sont éclatement.

La défense de la FEN implique une double exigence : exigence de maintien des syndicats nationaux contre le "syndicalisme de site" - exigence de rupture avec le gouvernement et sa politique au service du capital.

Tout ce qui précède permet de voir ce que signifie la rupture avec le gouvernement : c'est :

• le retrait de tous les représentants syndicaux et l'appel au boycott de tous les organismes de participation ;

• le retrait de la signature sur la grille de la Fonction Publique ;

• le retrait des signatures sur la pseudo-revalorisation, permettant de créer les conditions efficaces pour avancer dans la satisfaction des revendications, et notamment d'exiger :

• l'annulation de la loi l'orientation et de ses prolongements, dont les circulaires sur les projets d'établissement ; l'annulation de la loi Carraz et la transformation des CFA en LEP publics ;

• l'allégement des effectifs à 25 maximum, les postes et

moyens nécessaires, le rétablissement des Ecoles normales et l'extension de leurs acquis historiques à tous les niveaux d'enseignement ;

• la revalorisation des traitements des enseignants à leur véritable niveau dans le respect des qualifications ;

• le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 et sa garantie par l'échelle mobile des salaires.

Il n'y a pas d'autre voie.

Le 24/5/1991

LA SITUATION A L'UNIVERSITE ET LE 72e CONGRES DE L'UNEF-ID

Le 72 e congrès de l'UNEF-ID s'est tenu à Paris du 29 mars au 1er avril 1991 à Paris. Avant d'en tirer le bilan, il est nécessaire de procéder à une analyse de la situation à l'Université.

UN CONSTAT ACCABLANT

A la demande de Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du plan au sein du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, un rapport sur les besoins de financement en matière d'éducation et de formation a été présenté début mars 1991 (rapport Blondel). Le bilan tiré pour la période 1975-1988 est accablant pour les gouvernements qui se sont succédés, tous au service de la bourgeoisie et du capital. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, ce rapport fournit les données suivantes (FEN-Hebdo n° 410, 19 avril 1991) :

> *«La baisse du taux d'encadrement est le phénomène le plus lourd de conséquences. Globalement, il a diminué de 20 % depuis 1975... Dans les universités (IUT et ENSIMAR compris), de 1982 à 1988, tandis que l'effectif des étudiants augmentait de 11,5 %, celui des enseignants ne progressait que de 5 %».*

De plus :

> *«L'effectif du personnel non enseignant n'a non seulement pas augmenté pendant la même période, mais même diminué de 1 %».*

Et encore :

> *«Les crédits de fonctionnement n'ont pas davantage été épargnés par les restrictions : rapportés au nombre d'étudiants, ils ont globalement été divisés par deux en francs constants depuis 1975. La pénurie affecte particulièrement le renouvellement des équipements, la petite maintenance, les fonds documentaires et les bibliothèques.»*

Ainsi, les dépenses par étudiant ont baissé en moyenne de 32 000 francs en 1964 à 20 000 en 1976 ; après une période de stagnation à environ 20 000 francs par an de 1976 à 1982, elles ont connu une décroissance régulière depuis 1982, se situant autour de 16 000 francs en 1988.

La désagrégation des conditions matérielles de travail et d'étude des enseignants, des personnels administratifs et des étudiants s'est accompagnée de multiples réformes de structure, toutes plus au moins achevées, visant à adapter les cursus aux intérêts capitalistes (voir à ce propos l'article "La rentrée universitaire" dans CPS n° 35).

LES OBJECTIFS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Le rapport Blondel prévoit que le nombre d'étudiants se situera autour de deux millions en 2005, soit une progression de 0,8 million par rapport à 1988. Cette perspective inquiète la bourgeoisie française. L'impérialisme français, en grande difficulté face à ses principaux rivaux doit absolument réaliser deux objectifs : réduire de manière significative le coût de l'enseignement pour l'économie capitaliste et l'adapter plus directement à ses besoins immédiats résultant des restructurations en cours, des évolutions technologiques et de la nécessité d'abaisser le coût de la force de travail. Pour avancer dans cette voie, il faut impérativement d'une part accentuer le désengagement de l'Etat au travers du budget de l'Education nationale, démanteler le corps enseignant, développer la dislocation et la décentralisation de l'enseignement afin de permettre au patronat de contrôler directement le contenu des formations et leur adaptation à ses besoins. La bourgeoisie française ne peut pas s'opposer frontalement, du moins dans l'immédiat, à l'entrée à l'Université de centaines de milliers d'étudiants supplémentaires. Mais la seule perspective possible pour la grande masse des étudiants que peut offrir la société capitaliste réside dans une aggravation des conditions d'étude, une dévalorisation des diplômes obtenus et une inféodation croissante au pouvoir du patronat.

Les mesures concernant l'enseignement supérieur préconisées par le rapport Blondel s'inscrivent naturellement dans la poursuite des objectifs généraux de la bourgeoisie. "Le Monde" du 14 mars 1991 commente en indiquant qu'il s'agit d'aller vers le concept de "l'Université entreprise". Le rapport propose toute une série de mesures visant à permettre un contrôle strict des dépenses. L'idée est d'instaurer un budget global par université ou établissement intégrant les salaires et charges, les investissements immobiliers et le parc immobilier dont la propriété serait transférée aux établissements. En ce qui concerne le personnel non-enseignant, il est proposé : *«le transfert aux établissements de la gestion des personnels administratifs, techniciens ouvriers et de service. Les personnels administratifs seraient "recrutés localement, après arbitrage entre les différentes solutions de sous-traitance ou d'investissements existantes"»* (Le Monde du 14 mars 1991). En ce qui concerne les enseignants-chercheurs, *«le détachement auprès des universités et le transfert corollaire des crédits permettrait d'intégrer clairement la masse salariale dans les budgets des établissements»* (Le Monde du 14 mars 1991). Enfin, il est proposé d'instaurer à côté *«des structures actuelles (président, conseil d'administration, conseil scientifique)... une "direction générale"»* ; *«le directeur général serait nommé par le président sur un avis du conseil d'administration et rémunéré sur les crédits de l'Université. Il serait libre de recruter — au prix du marché — une équipe de gestion et aurait la haute main sur la gestion de l'établissement et notamment sur la gestion du personnel qu'il pourrait recruter, licencier et contractualiser»* (Le Monde du 14 mars). La FEN est obligé de constater :

> *«Le dispositif proposé, à titre indicatif, ..., aboutir à la destruction pure et simple du service public et des statuts des personnels de toutes catégories»* (FEN-Hebdo n° 410 - 19 avril 1991).

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, comme le gouvernement Mitterrand-Cresson-Soisson qui vient de lui succéder, était un gouvernement au service du capital. Sa politique à l'université n'a pas échappé à la règle. Elle a été cadrée par Michel Rocard qui déclarait, dès son entrée en fonction en 1988 :

> *«Il ne faut de même pas oublier que, en termes de services rendus à la nation par la qualité de la production du système, l'Allemagne se porte mieux que nous. Or, elle n'a pas de ministre fédéral de l'Education. L'Education est complètement éclatée entre les länders».*

Après le retrait du projet de loi Devaquet, en décembre 1986, imposé au gouvernement Chirac par la grève générale des étudiants et la mobilisation des enseignants, la bourgeoisie française a renoncé à parvenir à ses fins à l'université au moyen d'une réforme d'ensemble. En avril 1989, la loi d'orientation adoptée par l'Assemblée nationale, avec l'assentiment des dirigeants de la FEN, instaure un cadre juridique dans lequel s'inscrit l'ensemble des mesures réactionnaires mis en œuvres par le gouvernement à l'université. Pour préparer ces mesures, le gouvernement et son ministre de l'Education nationale se sont appuyés sur la participation et la collaboration des dirigeants de la FEN et de ses syndicats ainsi que celle des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE. Le gouvernement a organisé les "Assises Nationales Université 2000" qui se sont tenues à Paris, du 26 au 29 juin 1990. Ces assises nationales ont été préparées par des assises régionales associant à tous les niveaux les collectivités locales, le patronat, les conseils d'universités et les syndicats enseignants. En grande partie, le "schéma université 2000" présenté par Lionel Jospin au conseil des ministres du 7 mai 1991, est le fruit de la "concertation" organisée au travers des Assises Nationales ainsi que de celle qui a eu lieu au cours de multiples colloques et manifestations sur l'Université qui ont fleuri de juin 1990 à avril 1991. Dans ce contexte, on peut rappeler les "rencontres nationales des formations supérieures et de l'emploi" du 16 avril 1991 où, en réponse à M. Perrigot, président du CNPF, qui affirmait *"il faut construire une stratégie éducative complète qui englobe l'école et l'entreprise"*, L. Jospin déclarait *«sa volonté d'accompagner progressivement et sans heurts les évolutions et la rénovation de l'enseignement supérieur...»* se prononçant *«en faveur d'une concertation générale entre le monde de l'éducation et celui de l'économie»* (Le Monde du 17 avril 1991).

LE SCHEMA "UNIVERSITES 2000"

Ce schéma définit la nouvelle carte universitaire pour les dix années à venir. "Le Monde" du 8 mai 1991 commente :

> *«Face aux trois cent mille étudiants attendus dans les cinq prochaines années, les cinquante milles place d'IUT et les quelques soixante dix mille places des sept nouvelles universités ne font pas le compte, même si l'on intègre la poursuite du développement des sections de techniciens supérieurs».*

Ainsi, le plan présenté par le gouvernement est loin d'être une réponse satisfaisante à l'accroissement du nombre d'étudiants dans les prochaines années. Au contraire, il ne peut qu'en résulter une aggravation considérable des conditions matérielles d'études. Le nombre de places étant notoirement insuffisant, la plupart des étudiants sont condamnés à être entassés dans les universités existantes. De plus, ce plan introduit une distinction entre les *«pôles universitaires européens»* (Grenoble, Lille, Montpellier, Strasbourg et Toulouse dans un premier temps) où serait concentrés les moyens de recherche et d'enseignement, et les universités qui *«joueront en deuxième division ou troisième division»* selon l'expression de Claude Allègre, conseillé de L. Jospin. Dans les faits, ces dernières constitueront de véritables "facultés poubelles", se limitant essentiellement à des formations de premiers cycles dévaluées par rapport à celles dispensées dans les "pôles d'excellences", sous-encadrées et disposant d'infrastructures réduites au minimum. Par ailleurs, le plan prévoit la création de 50 000 places en IUT. Il s'agit de la prise en compte de la volonté du patronat d'aller vers plus de "professionnalisation" de l'enseignement. Il convient de souligner qu'une partie de ces 50 000 places correspond à l'entassement des étudiants dans les IUT existants. En effet, "Le Monde" du 8 mai 1991 précise : *«Plusieurs milliers de places devraient être trouvées grâce à une meilleure utilisation des capacités existantes, en augmentant légèrement la taille des groupes»*. Quant aux

nouveaux départements qui seront créés, une concertation étroite sera organisée avec les "partenaires sociaux", localement, selon les modèles mis en avant lors des assises universités 2000 :

> *«Les projets les plus originaux sont ceux qui visent délibérément des créneaux spécialisés en référence à une activité locale dominante, tels un DEUST Emballage au Puy... Ou une MST Assurances à Niort, haut-lieu des mutuelles...»* (Rapport de synthèse des assises).

En outre, "Le Monde" du 8 mai indique :

> *«Mais surtout, ce plan pourra-t-il être appliqué ? Il a déjà pris un sacré retard, puisque le budget 1991 ne prévoit qu'un plus de 1 milliard de francs d'investissements sur les 16 annoncés».*

Les moyens financiers pour mettre en œuvre la nouvelle carte universitaire, sont loin d'être assurés, d'autant plus que, par ailleurs, la participation financière des régions, départements et des villes serait nécessaire pour un montant comparable à celle de l'Etat. Ce qui laisse une marge de manœuvre considérable aux intérêts privés :

> *«Pour désamorcer un certain nombre de méfiances et d'hésitations, le gouvernement propose aux responsables locaux un partenariat renforcé et s'engage à les consulter sur les principales décisions en matière d'enseignement supérieur (choix d'implantation, définition des filières, utilisation des locaux, etc...»* ("Le Monde" du 8 mai 1991).

Le schéma "Université 2000" concentre la politique réactionnaire du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, menée au compte du capital. Mais le projet de nouvelle carte universitaire exige :

• les attaques contre le personnel enseignant : projet de réforme du système de gestion des carrières universitaires remettant en cause le caractère national du recrutement ; projet visant à généraliser le tutorat des étudiants du premier cycle par les étudiants de troisième cycle afin de suppléer au manque d'enseignant et de minimiser le recrutement ; mise en place des IUFM ;

• le projet de réforme du premier cycle, dont la présentation vient d'être différée d'un an, qui vise à une diversification - professionnalisation des formations, limitant ainsi l'accès au second cycle traditionnel (licence et maîtrise) au détriment de formations de second cycle à vocation professionnelle, *"sur des domaines d'emploi bien définis... organisés largement en alternance dans les entreprises et associant de nombreux professionnels"* ("Le Monde" du 13 décembre 1990) ;

• les projets de réforme des grandes écoles d'ingénieurs visant à une augmentation massive des effectifs correspondant à un abaissement du niveau des enseignements et permettant, du fait des besoins de financement supplémentaires, aux grandes firmes capitalistes de contrôler le contenu des formations ;

• le "plan social étudiant" qui prévoit que le nombre de boursiers *"devrait atteindre 25 %"* dans *"les prochaines années"* (alors qu'il est de 15 % actuellement). Mais d'ores et déjà, le budget 1991 ne prévoit que 80 millions supplémentaires à cet effet, ce qui repousse la perspective des 25 % de boursiers aux calendes grecques. En fait, le plan de développement des bourses a surtout été avancé pour faire passer par ailleurs l'instauration d'un système de prêts garantis par l'Etat, conduisant à un endettement généralisé des étudiants issus des milieux sociaux les plus défavorisés auprès des grands groupes bancaires. Le volet du "plan social étudiant" concernant les œuvres universitaires (50 000 places de restaurants universitaires et 30 000 logements supplémentaires d'ici 1995) apparaît dérisoire étant donné leurs dégradations croissantes depuis 1970 (le nombre de logements universitaires est resté constant — 100 000 lits — depuis 1970) et au regard des besoins réels des étudiants. De plus, il est fort possible que les promesses ne seront que partiellement tenues par manque de moyens. En tout cas, dans l'immédiat, la parité entre les étudiants et l'Etat pour le prix du repas en restaurant universitaire, supprimée en 1984, ne sera *"que progressivement rétablie"* (il convient de rappeler que les premiers plans décisifs conduisant à l'asphyxie des œuvres universitaires ont été mis en œuvre en 1975 par J.P. Soisson, alors secrétaire d'Etat aux universités dans le gouvernement Giscard-Chirac).

LE CONGRES DE L'UNEF-ID - UN SYNDICAT EXSANGUE

Quelques semaines avant le congrès de l'UNEF-ID ont eu lieu les élections des délégués étudiants aux Centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS). La participation des étudiants à ces élections est toujours restée très faible du fait, notamment, de la dégradation continue de ces œuvres depuis une cinquantaine d'années. Dans les faits, les étudiants bénéficient moins des œuvres universitaires : en 1989 seulement 8 % d'entre eux ont obtenu un logement en cité universitaire ; le nombre de repas servis en 1989 était de 50 millions alors qu'il atteignait 75 millions en 1972 et que de 1972 à 1989 le nombre d'étudiants à pratiquement doublé. Une fois de plus cette évolution s'est traduite dans les dernières élections où la participation n'a atteint que 3,5 % contre 5,4 % en 1989 et 5,5 % en 1987. Mais le fait important de ces élections est que pour la première fois depuis quinze ans l'UNEF-ID se trouve reléguée au niveau de l'UNEF-SE, organisation dirigée par le PCF, issue d'une scission de l'UNEF en 1971, totalement déconsidérée chez les étudiants du fait de sa politique participationiste dans les conseils de gestion des universités mis en place par la loi Faure et de division menée constamment au compte de l'appareil stalinien du PCF et de l'UEI. L'UNEF-ID obtient 23,2 % des voix contre 30,3 % en 1989 et 37,2 % en 1987 ; l'UNEF-SE obtient 22,5 % des voix contre environ 18 % en 1987 et 1989. Le reste des votants se répartit sur les groupuscules directement liés aux partis bourgeois (CELF et UNI) et sur les "corpos". Ce résultat s'explique par le soutien presque inconditionnel au gouvernement que les dirigeants de l'UNEF-ID, membres du PS, plus particulièrement liés aux dirigeants jospinistes, ont pratiqué depuis 1988. Aux élections au CROUS, l'UNEF-ID n'obtient pas plus de voix qu'elle ne revendique d'adhérents (environ 12 000). Aujourd'hui, l'existence de l'UNEF-ID en tant que syndicat étudiant est à nouveau fortement menacée.

UN AFFRONTEMENT ENTRE CLANS DU PARTI SOCIALISTE

Trois motions d'orientation ont été déposées pour le 72e congrès : celle de la direction sortante de l'UNEF-ID impulsée par les militants rocardiens et jospinistes intitulée "Muter" ; une motion présentée par des militants du PS et de la Nouvelle Ecole Socialiste (NES), intitulée "Le sursaut ou le déclin" ; et enfin une motion "L'unité pour l'indépendance" (TUPI) soutenue par un bloc hétéroclite, rassemblant les "amis" de L. Fabius, JP Chevènement et J. Poperen, ainsi que les militants de la JCR (LR) et de l'AJR (PCI). Dans ces trois motions étaient donc représentés les différents courants et clans du Parti socialiste. Les débats préparatoires au congrès et le congrès lui-même ont d'abord été marqués par un nouvel épisode de la crise qui secoue jusqu'au bord de la dislocation le PS depuis le congrès de Rennes d'avril 1990. Mais sur le fond, l'orientation développée par les trois motions était la même. Et il ne pouvait en être autrement car M. Rocard, L. Jospin, L. Fabius, JP Chevènement, J. Poperen, JL Melenchon et J. Dray sont d'accord sur le fond avec la politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, même s'ils s'affrontent durement au sein du Parti socialiste sur les moyens d'apporter leur soutien au gouvernement et à la bourgeoisie française et si tous les coups sont permis entre eux pour se disputer le pouvoir au sein du PS. Ainsi, il ne coûte rien aux "amis" de L. Fabius de soutenir une motion dans l'UNEF-ID qui condamne les IUFM et la signature du plan social étudiants, à partir du moment où celle-ci ne remet pas en cause la politique globale du gouvernement, le soutien que l'UNEF-ID lui apporte par la participation et, dans le contexte de la guerre du Golfe, par l'approbation de la politique que F. Mitterrand pratique au compte des intérêts de l'impérialisme français. Ce type de manœuvre est d'autant plus possible de leur part qu'il ne s'agit que de critiques ponctuelles et qu'en aucun cas il n'est question d'engager le combat réel en ouvrant une perspective aux étudiants et en les mobilisant. Par contre, cette initiative pouvait servir les fabiusiens dans le combat quotidien qu'ils mènent au sein du PS pour affaiblir les positions de L. Jospin. C'est l'unique raison pour laquelle les fabiusiens se sont associés à la motion "L'unité pour l'indépendance" (TUPI).

D'ACCORD SUR L'ESSENTIEL...

Dans la période préparatoire au congrès, de janvier à mars 1991, la question centrale permettant de juger de l'indépendance réelle des organisations politiques et syndicales vis à vis du gouvernement a été leur prise de position sur la question de la guerre du Golfe. Sur ce plan, la direction du l'UNEF-ID a affirmé un soutien sans faille à la politique du gouvernement. Dès septembre 1990, elle adoptait l'orientation :

> *«L'UNEF-ID fidèle à ses traditions de défense de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :*
> *1. condamne l'invasion et l'annexion du Koweit par l'Etat irakien, contraire au droit international,*
> *2. demande que tout soit fait pour entrer dans une logique de négociation afin que ce conflit se termine par une solution pacifique de l'ONU...»*

La fraction rocardo-jospiniste, les fabiusiens, les amis de J. Dray et JL Melenchon, ainsi que ceux de J.P. Chevènement et J. Poperen votaient en bloc cette motion. Les dirigeants rocardiens et jospinistes gardaient cette position tout au long du développement du conflit, maintenant l'UNEF-ID à l'écart de l'appel des 75 mais s'engageant ultérieurement dans le soutien au mouvement "La paix maintenant".

La motion "Le sursaut ou le déclin" apportait son soutien à l'orientation de la direction tout en lui reprochant de ne pas s'être engagée assez activement dans le "mouvement pacifiste". Quant à la motion TUPI, elle se bornait à affirmer :

> *«Parce que nous sommes opposés à la guerre, nous considérons qu'elle ne peut en rien justifier une aggravation dans les conditions d'études des étudiants».*

Un incident significatif s'est produit lors du congrès lui-même, relaté à peu près dans les mêmes termes par "Libération" du 2 avril 1991 et "Le Monde" du 3 avril 1991. "Le Monde" indique :

> *«Entre deux interruptions de séance, une provocation rocardienne incite les délégués du PCI à se lever en masse pour scander à plusieurs reprises "Mitterrand assassin du peuple kurde !". Les délégués proches de L. Fabius se lèvent, blêmes et quittent la salle... Et un délégué du PCI se précipite à la tribune pour expliquer qu'on aura mal compris leurs cris, que les délégués ne voulaient pas du tout dire une chose pareille.»*

"Libération" précise :

> *«Les fabiusiens se sont retirés de la salle et la séance a été interrompue une nouvelle fois. A la reprise un porte parole du PCI est revenu à la tribune pour s'excuser de leur slogan assassin. La TUPI est donc restée unie... le temps du congrès.»*

C'est bien au prix d'une capitulation totale et honteuse devant le PS et les fabiusiens notamment, que les militants du PCI et de la LCR ont pu réalisé leur accord, le temps du congrès, sur le texte de la TUPI. On comprend pourquoi "Informations Ouvrières" n° 1515 qui rend compte du congrès garde le silence sur cet incident.

... ET SUR LE SOUTIEN A LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE DU GOUVERNEMENT PAR LA PARTICIPATION

Le texte de la motion "Muter" se situait sur le terrain du passage du "syndicalisme de contestation à celui du syndicalisme d'accompagnement". La direction de l'UNEF-ID juge la politique du gouvernement globalement positive, justifiant ainsi sa participation directe à l'élaboration de l'ensemble des plans mis en œuvre à l'université depuis 1988. Elle approuve la loi d'orientation, le plan Université 2000 et le projet de nouvelle carte universitaire, le plan "d'aide sociale étudiant" qu'elle a contresignés en mars 1991. Elle presse le gouvernement de mettre en œuvre la réforme du premier cycle.

Bien entendu, dans le cadre de ce soutien global, elle se permet de réclamer parfois "plus de moyens" ou d'afficher des désaccords qui sont secondaires par rapport à la politique d'ensemble. Sur cette orientation, elle incite le gouvernement, que ne se fait pas prier, à renforcer le rôle des structures de participation à tous les niveaux.

Le texte "Le sursaut ou le déclin" se situait également sur une orientation de soutien au gouvernement tout en développant parfois des aspects plus ou moins critiques sur certains points. Il reprochait essentiellement à la direction de l'UNEF-ID de pratiquer trop ouvertement un "syndicalisme de notables" et de ne pas assez s'appuyer sur la mobilisation des étudiants. Il ne remettait pas en cause la participation, instrument de l'application quotidienne de la politique gouvernementale.

Enfin, le texte de la TUPI, bien que critiquant vivement le plan "d'aide sociale étudiant" et la mise en place des IUFM, n'ouvrait aucune perspective aux étudiants. Il se situait ouvertement sur le terrain de la participation en affirmant :

«L'UNEF ne saurait tolérer une telle transformation de l'Université et c'est pourquoi, dans le cadre des discussions actuelles concernant tant le plan "Universités 2000" que les contrats, elle défendra les principes qui garde la laïcité...»

En aucun cas il ne s'agissait de combattre pour la rupture avec le gouvernement, et en premier avec la participation à tous les niveaux, du CNESER aux conseils d'UER, mais de chercher à faire pression sur lui. Cette orientation n'était qu'une couverture "gauche" de celle de la direction de l'UNEF-ID. Le bloc constitué le temps du congrès dans la TUPI par le PCI avec la LCR et différents courants du PS, groupusculaires dans la jeunesse était une alliance sans principe, se situant fondamentalement sur la ligne de ces derniers. La représentation de la TUPI au congrès était constituée par 53 militants du PCI et de l'AJR, 23 de Socialisme et République, courant du PS lié à Chevènement, 14 de la LCR et des JCR, 12 issus d'une ancienne tendance de l'UNEF composée de militants de la LCR et de poperenistes et 9 fabiusiens. Au congrès de l'UNEF, le PCI a accepté de participer à un regroupement interdisant tout combat contre le gouvernement.

COMBATTRE CONTRE LA DESTRUCTION DE L'UNEF RECONSTRUIRE L'UNEF

Le congrès de l'UNEF-ID s'est déroulé sans qu'aucune orientation permettant de combattre pour que cette organisation rompe avec le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, gouvernement au service du capital, dont la politique à l'université est réactionnaire sur toute la ligne. C'est pourtant la seule orientation qui peut permettre le combat pour l'indépendance de l'UNEF par rapport au gouvernement, à l'Etat bourgeois et aux institutions de la Ve République et par conséquent de faire en sorte qu'elle joue à nouveau son rôle de rassemblement des étudiants pour la défense inconditionnelle de l'ensemble de leurs intérêts matériels et moraux. Une telle orientation à l'Université ne peut que se matérialiser par le combat à tout moment contre la participation dans les conseils de gestion, à tous les niveaux, du CNESER aux conseils d'UER, mis en place par la bourgeoisie à l'Université, comme instruments de l'application de sa politique réactionnaire et de la cogestion associant les syndicats enseignants et étudiants.

Après la grève générale de mai-juin 1968, la LCR et les différents courants gauchistes décomposés s'engageaient dans la voie de la destruction de l'UNEF en décidant de la quitter au congrès de Marseille (décembre 1968) pour constituer un *"mouvement politique de masse"*. Ils étaient suivis en 1969 par le PSU. L'UNEF a été préservée en tant qu'organisation syndicale des étudiants par le combat de l'OCI à l'université qui prenait la direction de l'UNEF en 1971 sur une ligne de refus de la participation, ligne qui était inacceptable pour le PCF qui tentait d'achever le travail engagé par la LCR en scissionnant l'UNEF et en constituant l'UNEF-Renouveau devenue aujourd'hui l'UNEF-SE. A partir de 1971, le combat de l'OCI et de l'AJC à l'université pour le boycott de la participation, pour la défense de l'ensemble des revendications des étudiants contre les gouvernements bourgeois successifs, pour l'unité des étudiants et des enseignants et de leurs syndicats, a permis de reconstruire l'UNEF comme organisation syndicale des étudiants, parvenant à imposer en 1980 la réunification de l'UNEF devenant alors l'UNEF-ID, la fraction du PCF restant seule au dehors dans l'UNEF-SE.

La capitulation des dirigeants du PCI face au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fitterman-Crepeau les conduisaient à accepter que l'UNEF-ID s'intègre aux conseils de gestion en 1982. Puis un nouveau pas vers l'inféodation de l'UNEF-ID au gouvernement et à la bourgeoisie était accompli lorsque Cambadélis et la direction étudiante du PCI décidaient de rejoindre le PS en lui livrant la direction de l'UNEF.

En l'absence d'une force politique se situant chez les étudiants sur la ligne du combat pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne, donc pour en finir avec tous les gouvernements au service du capital et de l'impérialisme français, il ne peut exister de combat pour aider les étudiants à construire leur organisation syndicale pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

C'est en renouant avec cette perspective à l'Université que l'on peut combattre contre la destruction de l'UNEF.

LE BRULOT YOUGOSLAVE

PRESSION DE L'IMPERIALISME

A mois de mars, la Yougoslavie semblait être sur le point de se disloquer et la guerre devoir éclater entre la Serbie d'un côté, la Croatie, la Slovénie et peut-être la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine de l'autre. Les dirigeants de la Serbie, Slobodan Milosovic en premier ont reculé. Borisav Jovic, représentant serbe au conseil de présidence de la République yougoslave, et président en exercice de ce conseil, avait quitté cet organisme. Sous les directives du gouvernement serbe, qui contrôle le Kossovo et la Voïvodine, les représentants de ces "territoires autonomes", l'avaient suivi, ainsi que le représentant du Monténégro. Mais le gouvernement serbe avait été contraint de faire marche arrière. Son représentant au conseil de la République yougoslave, ceux du Kossovo et de Voïvodine, enfin celui du Monténégro, avaient réintégré cet organisme. Ce dernier pouvait donc à nouveau fonctionner.

Un nouveau cadre, qui n'est pas constitutionnel, était formé : celui de rencontres entre les présidents des six républiques et des deux "territoires autonomes". La première de ces rencontres avait lieu le jeudi 28 mars à Split, sur la côte Dalmate en République de Croatie. La pression de l'impérialisme américain et celle de la CEE n'étaient pas étrangères à la tenue de ces rencontres. Ce même 28 mars, Georges Bush adressait une lettre au premier ministre de la République yougoslave, Ante Markovic qui spécifiait que les USA n'appuieraient *"aucun groupe ethnique ou nationaliste"*, *"n'encourageraient pas ceux qui veulent diviser le pays"*, car *"ce serait tragique, si la Yougoslavie ne peut comprendre le moment historique qui lui donne la possibilité de mettre en place une nouvelle structure démocratique et de trouver une place dans une Europe qui serait une entité libre"*.

Georges Bush exprimait lourdement à Ante Markovic *"son admiration pour son courageux programme de réformes"*. Il réitérait son soutien à *"une Yougoslavie démocratique et unie"*.

"Libération" du 4 avril rappelait que :

> *«Il y a un an, la Yougoslavie paraissait l'un des pays les mieux placés pour réussir sa transition à l'économie de marché. Les occidentaux s'émerveillaient devant les résultats obtenus par le premier ministre (de la Yougoslavie) Ante Markovic, en particulier devant l'arrêt de l'hyper-inflation passée d'un taux annuel de 2500 en 1989 à 120 % en 1990. Les investissements occidentaux promettaient d'alléchantes coopérations... Aujourd'hui, les occidentaux ont pratiquement bloqué tous leurs projets... L'économie, à peine stabilisée, risque à nouveau de sombrer. La récession industrielle s'installe et, sous la pression des républiques, le premier ministre Markovic, qui avait fait de la stabilité monétaire l'un des piliers de sa politique, a dû se résoudre en décembre 1990 à dévaluer le dinar de 28 %».*

"Libération" ajoutait :

> *«Il est clair que la communauté européenne entend accueillir une Yougoslavie stable. Même souci pour les bailleurs de fonds internationaux. Le FMI a posé une question au gouvernement Markovic avant d'accorder de nouveaux crédits : qu'il fasse voter 11 amendements par les républiques, garantie que la politique de rigueur fédérale soit appliquée dans tout le pays».*

NOUVEAUX INCIDENTS SANGLANTS

A peine les dirigeants des six républiques et des deux "territoires autonomes" s'étaient-ils rencontrés une première fois à Split, qu'éclataient, les 31 mars, des incidents à Plitvice en Croatie qui provoquaient plusieurs morts (2 Serbes et 1 Croate) et onze blessés. Les Serbes sont 600 000 en République de Croatie et représentent 12 % de la population. Ils sont largement majoritaires dans la province de Krajina. Le 21 décembre 1990, ils ont déclaré que cette province se considérait comme autonome par rapport à la Croatie. Le 14 mars, alors que la crise, qui semblait devoir disloquer la Yougoslavie et aboutir à la guerre, faisait rage, ils ont décidé que le Krajina était indépendant. Les Serbes ont constitué leurs milices et créé un ministère de l'intérieur.

Vers la fin du mois de mars, la municipalité serbe de Titovo Korénice a décidé de prendre le contrôle du Parc national de Plitvice qui se situe sur le territoire de cette commune. Le 31 mars, le ministère de l'intérieur croate faisait réinvestir par sa police ce parc. Dans la journée, la radio de Knin, principale ville de la province de Krajina, a appelé les Serbes possédant des fusils à constituer des détachements armés afin de reprendre le contrôle du parc. Face à cette situation, la présidence collégiale de la République yougoslave a décidé l'occupation du parc national dont se retiraient les unités spéciales de la police croate. Par ailleurs, des unités des forces armées yougoslaves patrouillaient désormais dans toute la province de Krajina.

Pourtant, le 4 avril, le gouvernement fédéral (le gouvernement yougoslave) condamnait la décision des Serbes de Croatie de se séparer de cette République et de se rattacher à la Serbie. *"Le gouvernement et le parlement de Serbie se prononçaient également contre la proposition du mouvement serbe du Renouveau de proclamer le rattachement à la Serbie de la province de Krajina car elle remet en question la déclaration du Parlement de Serbie selon laquelle "la crise doit être réglée pacifiquement""* ("Le Monde" du 6/4/91). Le même jour, les six dirigeants des républiques, et ceux du Kosovo et de Voïvodine se réunissaient à nouveau, à Belgrade cette fois.

Le 12 avril, troisième réunion des dirigeants des six républiques et des deux territoires autonomes, à Brdo, en Slovénie, cette fois. Ils ont décidé que serait, en principe, organisé d'ici la fin mai, un référendum sur le devenir de la Yougoslavie. Mais ils restent en désaccord sur cet avenir. Les dirigeants de Serbie et du Monténégro estiment que le maintien de la fédération peut seul sauvegarder un Etat yougoslave. Pour Slobodan Milosevic, Serbe, une confédération ferait disparaître la Yougoslavie. Les dirigeants des quatre autres républiques se prononcent pour une confédération d'Etats souverains. Mais alors que les dirigeants de la Slovénie et de la Croatie sont pour une union de Républiques souveraines, ayant chacune son armée et sa monnaie, ceux de Bosnie-Herzégovine voudraient que la fédération constitue un Etat, ayant une armée et une monnaie uniques. Les dirigeants de la Slovénie se déclarent partisans de droit de chaque République à se séparer de la confédération. En tout état de cause, les dirigeants serbes ne veulent pas renoncer à leur thèse selon laquelle tous les Serbes vivant dans quatre républiques doivent être réunis dans un même Etat. Par contre, ceux de Bosnie-Herzégovine redoutent la dislocation de cette République où vivent des Serbes, des Croates et des Slaves islamisés.

SERBIE : LA GREVE

Le 16 avril, 700 000 ouvriers de la métallurgie et du textile de Serbie, soit à peu près un tiers de la population active, engageaient une grève générale pour leurs revendications. Un grand nombre d'entre eux ne sont pas payés depuis plusieurs mois. Ceux qui le sont, le sont le plus souvent avec un retard de plusieurs mois. Ils exigeaient donc : le paiement immédiat et régulier du salaire minimum garanti par le gouvernement serbe ; l'établissement des conventions collectives et un réajustement de la politique fiscale mise en œuvre en Serbie le 28 décembre 1990. Ils demandaient que soit mis fin à la politique de libéralisation des importations qui a asphyxié la production nationale. Florence Hartmann écrit encore dans "Le Monde" du 18 avril :

«Le premier ministre de Serbie, M. Dragutin Zelenovic, s'est adressé, mardi 16 avril, aux grévistes réunis au siège des syndicats. Au cours de son intervention, fréquemment sifflée, il a affirmé qu'il était impossible de réduire les impôts et de trouver en même temps des fonds pour garantir les salaires. En fin de journée, après de nouvelles négociations, le gouvernement serbe a finalement cédé. Il a promis de verser, d'ici la fin avril, les salaires minima de janvier et février. Lorsque les revendications adressées au gouvernement de Serbie auront été satisfaites, les grévistes feront sans doute pression sur le gouvernement fédéral.»

Le 19 avril, Ante Markovic devait accepter une nouvelle dévaluation de 44,4 % du dinar. Elle devrait être accompagnée d'une réduction des dépenses publiques, du freinage de la hausse minimale des salaires. Dans son discours, il s'en est pris aux Républiques de Croatie, de Slovénie, de Serbie qu'il accuse d'avoir les unes et les autres fait échec aux réformes économiques engagées en 1990. Il a déclaré que le cahot économique et juridique menait à une catastrophe et il a appelé les dirigeants des Républiques à *«laisser de côté leurs querelles sur la souveraineté, l'armement, les frontières et leurs ambitions de "grands et petits Etats"* et à se tourner vers *«la démocratie et le pluralisme»*. Ante Markovic a derrière lui le FMI qui menace de ne pas accorder un nouveau crédit d'un milliard de dollars si le programme, qu'il a formulé, n'est pas appliqué dans toutes les Républiques.

UN ACCORD INAPPLIQUE

Pendant ce temps, l'armée fédérale a multiplié ses interventions en Croatie. Par exemple, le 28 avril, dans le petit village de Kijevo situé en pleine province de Krajina, mais dont la majorité des habitants est croate, l'armée yougoslave a sommé les forces armées croates d'évacuer le village. Les incidents les plus graves se sont produits le jeudi 2 mai à Borovo-Selo, village à majorité croate situé en Slovanie. Douze policiers croates y ont été tués. Ils l'auraient été par un commando de nationalistes extrémistes venu de Serbie. Un nationaliste serbe a également été tué. L'armée yougoslave était mise en état l'alerte. Mais les représentants de la Slovénie et de la Croatie à la présidence fédérale se sont opposés à l'extension des pouvoirs des militaires, estimant qu'il appartenait au gouvernement croate de régler les problèmes qui se posent en Croatie y compris ceux qui se posent dans la province de Krajina. "Le Monde" du 7 mai décrivait ainsi la situation :

«Depuis les premiers incidents sanglants du début du mois d'avril dans le parc national de Plitvice, dans la région "autonome" serbe de Krajina, dans le sud-ouest de la Croatie, et l'ouverture d'un nouveau foyer de crise en Slovanie, dans l'est de la République, l'armée yougoslave a été déployée sur la moitié du territoire croate. Tendant à éviter l'amplification des conflits inter-ethniques, les forces armées n'ont pas, cependant, réussi à rétablir le calme dans la région. Ce week-end, Boroso-Selo et les autres villages du district de Vukovar, en Slovanie, ont vécu en état de siège. Isolés par des barricades gardées par des civils armés — des Serbes, lorsqu'il s'agit d'agglomérations à majorité serbe, et des Croates, dans les villages à majorité croate, — les habitants de cette région frontalière avec la Serbie sont coupés du monde et difficilement ravitaillés. Le transit est devenu quasiment impossible et des coups de feu résonnent de temps à autres.»

Le 9 mai, après trois jours de discussions, la présidence collégiale de l'Etat yougoslave parvenait à un accord. L'armée était chargée, sans obtenir des pouvoirs spéciaux, d'assurer la paix dans les parties de la Croatie en proie à des troubles. Dans ces régions, seuls les "organes légaux de police" devraient maintenir l'ordre. La présidence a ordonné la démobilisation des forces de réserve et le désarmement des civils recrutés soit par les autorités croates, soit par les indépendantistes serbes de la province de Krajina.

La présidence collégiale a exigé l'ouverture de négociations entre Serbes et Croates dans le cadre d'*«un comité paritaire formé de représentants de la République de Croatie et de représentants légitimes du peuple serbe en Croatie»*. Le comité devrait discuter des *«litiges à l'origine de la crise entre nationalités»*.

La mise en application de ces décisions est plus qu'aléatoire.

Le président croate Franjo Tudjman a dit clairement que s'il appelait les habitants des villages croates de la région d'Imotski, limitrophe de la Bosnie et de la Croatie, à laisser passer les convois de blindés se dirigeant vers la Croatie, il a ajouté que la police croate ne démobiliserait pas ses réservistes et qu'il ne négocierait pas avec ceux qui sont à la tête de la "rébellion" de la province de Krajina. Il s'est déclaré pour coopérer avec l'armée yougoslave, mais contre l'occupation de la Croatie et qu'il appellerait à y résister.

REFERENDUM

Le gouvernement de Croatie ayant pris la décision d'organiser le 19 mai un référendum où la question suivante serait posée aux habitants de la République : *«Voulez-vous vivre dans un Etat souverain et autonome qui garantie l'autonomie aux Serbes»* et qui formerait avec les cinq autres Républiques de Yougoslavie : *«une communauté d'Etats souverains»*, le leader serbe de la Krajina lui a demandé d'annuler cette décision. Il a demandé au président Tudjman de se mettre d'accord avec ceux des autres Républiques pour l'organisation d'une consultation populaire simultanée concernant l'avenir de la Yougoslavie. A défaut les dirigeants Serbes ont organisé le dimanche 12 mai un référendum dans la province de Krajina où la question suivante était posée :

«Voulez-vous que la région autonome de la Krajina se rattache à la Serbie et qu'elle reste en Yougoslavie, comme la Serbie, le Monténégro et toutes les autres»

Le conseil national serbe, gouvernement auto-proclamé de la province de Krajina, a annoncé que 99 % des 200 000 Serbes qui habitent cette région avaient répondu OUI. Le gouvernement croate avait déclaré que ce référendum était illégal sans s'y opposer par la force. Le scrutin s'est déroulé sous la protection des milices serbes. Le 19 mai, 95 % des votants au référendum organisé par le gouvernement croate ont, de leur côté, répondu oui à la question que celui-ci posait. Mais seulement 70 % des inscrits ont participé au vote, les Serbes (11 % de la population) l'ont boycotté. Le référendum dont avait convenu les conférences des présidents de républiques sur l'ensemble de la Yougoslavie n'a jamais eu lieu.

PLUS DE PRESIDENT ET INCIDENTS EN SLOVENIE

Selon la constitution de la République de Yougoslavie, celle-ci doit être présidée à tour de rôle, pendant une durée d'un an, par un représentant d'une des six républiques ou des deux "régions autonomes" qui la composent. Le mandat de Borislav Jovic (Serbie) est venu à expiration le 15 mai. Normalement, ce devrait être le tour de Stipe Mésic (Croatie) d'assurer à partir du 16, la présidence de la République de Yougoslavie. Le représentant de la République de Serbie a bloqué son élection. Il a pu le faire parce que la Serbie dispose en fait de trois voix : la sienne, plus celles des "régions autonomes" de Voïvodine et du Kosovo, régions qui sont sous sa botte, de plus le Monténégro bloque avec elle. Enfin, le vice-président de la République de Yougoslavie ne peut assurer la fonction de président par intérim parce que la semaine précédente le parlement fédéral n'a pas entériné la nomination du représentant du Monténégro, lequel devait devenir vice-président. En conséquence, la Yougoslavie n'a plus ni président, ni vice-président, ni chef de l'armée puisque celui-ci est nommé par le président et dépend de lui. L'armée est devenue de facto indépendante.

Le jeudi 23, des incidents ont éclaté qui ont mis aux prises, près de Maribor, l'armée yougoslave et, cette fois, la défense territoriale Slovène. A la suite de quoi le gouvernement de Slovénie a décrété la mobilisation partielle des réservistes de la défense nationale. Ces incidents sont politiquement d'autant plus graves qu'en mars dernier le gouvernement slovène a décrété : désormais les milices territoriales ne seront plus placées sous le contrôle de l'armée yougoslave, les conscrits slovènes ne feront plus leur service militaire dans cette armée ; en conséquence du référendum qu'il a organisé en décembre 90, l'indépendance de la Slovénie serait proclamée le 29 juin prochain. La présidence de Slovénie a déclaré au cours de sa session du 24 mai, c'est :

«le début d'une large action des forces armées yougoslaves contre les autorités locales slovènes (...). L'armée fédérale a montré une fois de plus qu'elle n'était pas prête à se retirer de la vie politique et à permettre un dénouement pacifique et démocratique de la crise yougoslave».

L'APPUI AU GOUVERNEMENT CENTRAL DE ANTE MARKOVIC

Le gouvernement central de Ante Markovic bénéficie du soutien total des principales puissances capitalistes. Le 24 mai, Ante Markovic est venu en France où Mitterrand l'a chaleureusement reçu, lui affirmant qu'il pouvait compter sur la France pour l'aider dans la poursuite des réformes entreprises et le *«maintien de la stabilité du pays dans le respect des minorités»*. Mitterrand lui a dit :

«Nous souhaitons le succès de votre œuvre et nous vous y aiderons. Nous ne pouvons être indifférents à ce qui se passe dans cette région de l'Europe. Nous ferons tout notre possible pour contribuer à votre réussite.»

Une dépêche de l'AFP, en date du 27 mai, annonce :

«Commentant samedi 25 mai le rétablissement de l'aide américaine à la Yougoslavie, à l'exception de la Serbie, la télévision de Belgrade, véritable porte-parole du pouvoir serbe, a accusé les Etats-Unis de s'ingérer de "la manière la plus grossière" dans les affaires intérieures yougoslaves.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker avait annoncé vendredi la reprise "sélective" de l'aide des Etats-Unis à la Yougoslavie, suspendue depuis le 5 mai, tout en dénonçant la répression exercée par la Serbie contre la minorité albanaise du Kosovo. Ce geste "anticonstitutionnel sans précédent" et "malveillant" est, selon la télévision, "une offense grave au peuple serbe"».

Mais ce gouvernement central, tout comme les gouvernements des républiques, se heurtent à la conjonction de questions nationales, économiques et sociales auxquelles il est incapable d'apporter des solutions. Véronique Soulier rapporte dans "Libération" du 4 avril :

«Le problème des "privatisation"

"L'économie agonise, tranche Zoran Popov, professeur à l'Institut d'économie de Belgrade" chaque République défend ses propres intérêts, la plupart des nouveaux pouvoirs ne comprennent pas ce qu'est la transition économique et gardent la vieille vision selon laquelle le capital appartient au peuple". Zoran Popov ne voit de salut que dans les pressions de la CEE et des Etats-Unis en faveur du maintien d'une Yougoslavie unie».

"Libération" poursuit :

«Les à-coups de la réforme Markovic montrent bien le cercle vicieux yougoslave : la crise économique nourrit les revendications nationalistes, et à son tour l'élection de directions nationalistes dans les républiques aggrave les problèmes économiques.

La réforme radicale introduite en janvier 1990 par l'équipe Markovic s'appuyait sur plusieurs leviers : une politique fiscale et monétaire rigoureuse, la convertibilité interne du dinar (7 dinars valant 1 deutschemark et le nouveau dinar remplaçant 10 000 dinars anciens), la libéralisation du commerce extérieur et celle, partielle, des prix, enfin le gel des salaires.

Dans sa première phase, cette politique est une réussite. L'inflation est rapidement maîtrisée et plus de 80 % des prix sont libérés. La population reprend peu à peu confiance, ainsi que les institutions monétaires internationales, et les pays occidentaux relancent leur coopération.

Sous l'impulsion de la réforme, quelque 50 000 petites firmes privées vont se créer et le secteur privé fournit aujourd'hui 15 % du produit national brut. Le gouvernement Markovic peut se targuer d'avoir introduit l'«esprit de marché» en Yougoslavie.

Mais la réforme a ses revers : les revenus réels de la population baissent sensiblement ; les investissements poursuivent leur chute libre ; la récession et le chômage s'étendent. On estime aujourd'hui à 1,4 million le nombre de chômeurs, soit près de 15 % de la population active.»

"Libération" ajoute :

«Sur le terrain, Markovic est vite dépassé. Plusieurs républiques, en particulier la Croatie et la Slovénie qui menacent de faire sécession, font obstruction à son programme. La plupart des directions élues en 1990 retardent le moment de privatiser les grandes entreprises sociales, craignant de perdre la base économique de leur pouvoir. Des monstres continuent d'être financés à perte.

"Nous sommes pour la réforme". A l'image de Slobodan Prohaska, vice-premier ministre de Serbie, toutes les républiques se disent pour la réforme économique. Mais de quelle réforme s'agit-il ? Aucun des nouveaux pouvoirs, encore fragiles, ne veut prendre de mesure impopulaires et courir le risque d'une explosion sociale.

Les Serbes sont parmi les plus virulents et l'on vit le président Jovic accuser Ante Markovic devant le parlement d'avoir «conduit le pays à la catastrophe». La Serbie, durement touchée par la désintégration du marché soviétique et par la guerre du Golfe, dénonce la politique monétaire restrictive et l'ouverture sauvage aux produits étrangers.

Les différentes régions ont aussi des intérêts antagoniques. La Croatie et la Slovénie, les républiques les plus développées du nord, ont longtemps bénéficié du marché commun yougoslave où elles pouvaient écouler leurs produits. Aujourd'hui avec la crise, elles estiment qu'elles n'ont plus rien à y gagner et qu'au contraire, le sous-développement du "sud" freine leur marche à l'Europe.

Le temps passe et, avec le vide juridique et la paralysie fédérale, la population a de nouveau perdu confiance. «Les chefs d'entreprise ne savent plus comment agir. Doivent-ils licencier ou au contraire défendre leurs employés ?» explique Zoran Popov. "On leur dit que l'Etat s'est retiré. Alors à qui appartiennent-ils : à la fédération, à leur république ou aux employés ? En fait pour l'instant ils n'appartiennent à personne"»

L'autogestion, le marché, l'ouverture des frontières aux marchandises et aux capitaux étrangers, le recours au FMI et les plans qu'il impose ont désintégré la planification. Ils n'ont pu encore imposer la restauration de la propriété privée de l'ensemble des moyens de production. Comment parvenir à imposer *«la privatisation des grandes propriétés sociales»* est une question non résolue et qui reste très difficile à résoudre face à une grande partie de la population laborieuse dont l'existence dépend du maintien de la propriété étatique de nombre de moyens de production.

La Yougoslavie déchirée de contradictions nationales, sociales et politiques reste une dangereuse charge explosive située au sud de la partie est de l'Europe que redoutent les grandes puissances impérialistes, la bureaucratie du Kremlin et les régimes instables de cette région de l'Europe.

Le 27/05/1991

CRISE EN YOUGOSLAVIE (IIIe partie)

DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" A "L'AUTOGESTION"

Le PCY, alors même qu'il exproprait le capital et que se constituait un Etat ouvrier bureaucratique et dégénéré dès son origine, est resté sur l'orientation de la "construction du socialisme dans un seul pays". Staline a formulé cette "théorie". Mais elle s'impose à toute bureaucratie parasitaire monopolisant le pouvoir politique dans un pays où le capital a été exproprié et où l'économie est planifiée sur cette base. Elle implique des plans de production visant à des taux d'accumulation fantastique, à une croissance démesurée de l'industrie lourde et des moyens de production, la tentative de développer une économie nationale se suffisant à elle-même. Les résultats ce sont au contraire de formidables déséquilibres entre les différentes branches de la production, des ruptures économiques, la gabegie, le gaspillage s'ajoutant au pillage bureaucratique. Finalement cette conception de la "marche au socialisme" et de la planification se heurte à la résistance des masses. La bureaucratie yougoslave n'a pas échappé à ces tares bureaucratiques.

Elle venait de lancer son premier plan quinquennal lorsque la bureaucratie du Kremlin a imposé à ses satellites de l'est de l'Europe la rupture économique et politique avec la Yougoslavie, le boycott de son économie. Pour la Yougoslavie ce fut une catastrophe économique d'autant plus grande que son plan quinquennal fixait des objectifs démesurés.

La "théorie" de "la construction du socialisme dans un seul pays" s'accompagne nécessairement de celle de la "coexistence pacifique", elle caractérise les bureaucraties parasitaires qui, reposant sur l'expropriation du capital et la planification économique, se situent à l'échelle internationale du côté de la défense de l'ordre bourgeois.

La bureaucratie yougoslave ne pouvait échapper à la règle. Elle s'est tournée vers l'impérialisme pour obtenir des prêts qui lui permettent de palier à la catastrophe économique, de même qu'elle a sollicité de lui la livraison de matériels militaires pour faire éventuellement face à une attaque armée de la bureaucratie du Kremlin ou de ses satellites. A priori ce n'est pas condamnable. Tout dépend des conditions. En 1950 la Yougoslavie de Tito obtenait un premier prêt des USA, l'année suivante une aide militaire. Mais le prix à payer était lourd : soutien de l'intervention militaire de l'impérialisme, de l'impérialisme américain principalement, en Corée.

La bureaucratie yougoslave a tenté de surmonter la passivité classique des travailleurs dans les économies bureaucratiquement planifiées vis à vis de la production, de les "associer" et les "gagner". Mais bureaucratie parasitaire, elle a enfanté d'un monstre "l'autogestion" qui contenait en puissance la renaissance de l'économie capitaliste.

L'AUTOGESTION CONTRE LE POUVOIR OUVRIER

En novembre 1949, le gouvernement et les syndicats qu'il contrôle choisissent 215 entreprises dans lesquelles sera introduite l'autogestion.

Le 31.12.1949 a lieu, dans une cimenterie de Dalmatie, l'élection du premier "conseil ouvrier". De fait, il n'a de conseil ouvrier que le nom. Il s'agit d'un cadre de cogestion que les travailleurs acceptent parce qu'il leur donne l'illusion du pouvoir. L'aspiration légitime des travailleurs au "contrôle ouvrier" est, par ce biais, dévoyée car en l'absence d'un contrôle de l'Etat lui-même et des grands leviers économiques par les travailleurs, ces derniers ne peuvent qu'appliquer la politique dictée par le PCY.
Après quelques mois d'expérimentation, l'autogestion est généralisée — autoritairement, bien sûr — avant d'être introduite dans la constitution de 1953.

La loi du 27 juin 1950 "sur la gestion des entreprises et des associations économiques supérieures par les collectivités du travail" procède à un tour de passe-passe : la propriété d'Etat devient "propriété sociale" comme si le stade du socialisme était atteint et que l'Etat ouvrier lui-même avait commencé à dépérir ! Dans les faits, il ne s'agit pas d'une avancée, mais d'une régression, d'un premier pas sur la voie de la réintroduction de la propriété privée des moyens de production. Les plans centraux (tel le plan quinquennal) deviennent indicatifs et l'économie de marché l'objectif : chaque conseil ouvrier "décide" de la production, des prix de vente et d'achat, congédie les travailleurs, répartit les revenus de l'entreprise... (ce dispositif est ensuite étendu à l'enseignement, la santé, la culture). En fait, les décisions ne sont ni démocratiques ni efficaces ; elles sont le produit bâtard de la politique du PCY, dont les militants contrôlent les "conseils ouvriers", et des forces du marché, combinées à la résistance des travailleurs qui tentent de défendre pouvoir d'achat et emploi.

Le rôle de l'autogestion — dont le théoricien serait Edvard Kardelj, compagnon de Tito depuis 1934 — est ainsi de segmenter la classe ouvrière entreprise par entreprise, de lui interdire de poser la question du pouvoir (monopole du PCY) tout en constituant un premier pas vers la réintroduction du capitalisme. L'autogestion n'est en aucun cas une "3e voie" mais un dispositif transitoire, profondément instable, qui n'a cessé d'évoluer depuis 1949 : chaque modification fut un pas de plus vers l'économie de marché.

• La Constitution de 1963 garantit la propriété privée et élargie les compétences des républiques.
• La réforme de 1965 accroît l'autonomie des entreprises en supprimant l'intervention de l'Etat dans la politique des salaires, les programmes de productions, la nomination des directeurs, la répartition des bénéfices.

• Dans les années 70, les entreprises peuvent commercer directement avec l'étranger (bien que les importations soient contingentées) et les investissements étrangers sont encouragés (dans la limite de 49 % du capital). Les banques jouent un rôle croissant dans les investissements : en 1961, ce rôle est marginal (0,9 %) ; il atteint 36 % en 1965 et dépasse 50 % en 1970. L'investissement de l'Etat et des communes diminue dans les mêmes proportions : de 61,7 % en 1961, il tombe à 15,7 % en 1970 (la différence relevant des fonds propres). Bien que les banques sont contrôlées par le gouvernement, il ne s'agit pas moins d'une "autonomisation" de l'économie par rapport à l'Etat et au pouvoir politique : ce sont les critères financiers (liés au jeu du marché) qui tendent à s'imposer.

Dans ces conditions, il paraît étonnant que l'économie yougoslave ait pu se développer de manière importante, au moins jusqu'à la fin des années 70.

PROGRESSION ECONOMIQUE, REGRESSION

Il est généralement admis que, durant la période 1945-1975, le progrès économique de la Yougoslavie fut l'un des plus rapides du monde.

Encore faut-il nuancer, du fait de la difficulté à obtenir des chiffres globaux fiables concernant cette période. La production d'électricité fournit une indication : de 1 milliard de kwh avant la guerre, elle passe à 30 milliards en 1971. Le PNB, parti d'un niveau extrêmement bas, est estimé à 500 dollars par habitant en 1978. En 1986, on le fixe à 2300 dollars par habitant, analogue à celui du Portugal, le double de celui de la Turquie (en France : 10 700 dollars par habitant en 1986).

L'agriculture ne progresse que lentement, et de manière très hétérogène. La loi de 1953 a mis fin à l'obligation d'adhérer à une coopérative et un an plus tard, 80 % des coopératives étaient dissoutes. En 1971, 96 % des actifs agricoles exploitent la terre à titre privé. Mais l'exploitation privée est limitée à 10 hectares, la productivité est faible : les terres privées représentent 85 % des terres cultivables et 74 % de la production. Le reste relève de coopératives et autres formes combinées : ce sont souvent de grands domaines d'Etat dans la plaine du nord, sur des dizaines de milliers d'hectares, dont les rendements sont trois à quatre fois plus élevés (céréales et cultures industrielles). Il y a ainsi juxtaposition d'une agriculture coopérative et d'une agriculture de petits propriétaires dont le quart travaille la terre à temps partiel.

C'est l'industrie qui progresse le plus rapidement : mise en place, avant 1948, en relation avec celle de l'URSS, elle est ensuite essentiellement autarcique jusqu'en 1965. L'intégration au marché mondial se développe ensuite rapidement. Dès 1973, 50 % du commerce extérieur se fait avec les pays capitalistes.

En 1986, les exportations sont estimées à 10,3 milliards de dollars, couvrant presque neuf-dixième des importations (11,7 milliards de dollars). On peut comparer ces chiffres à ceux de pays moins peuplés mais au niveau de développement analogue : la Grèce (5,6 milliards de dollars d'exportation et 11,3 milliards d'importations en 1986) ou le Portugal (respectivement 7,2 et 9,6 milliards).

L'insertion dans le marché mondial (les exportations représentant 24 % du PIB en 1986) est donc beaucoup plus forte que pour des pays tels que la Pologne ou la Hongrie. C'est cette insertion, durant les "30 glorieuses", qui permet à la Yougoslavie un réel développement, analogue à celui d'autres pays méditerranéens situés aux portes des impérialismes européens. L'insertion se fait également par deux autres biais qui jouent un rôle majeur :

- le développement du tourisme, qui amène 4 à 5 millions de touristes par an à la fin des années 70 et rapporte 2 milliards de dollars en 1988 ;

- l'exportation de travailleurs en direction des grands marchés capitalistes, l'Allemagne principalement, mais aussi l'Autriche et la France : 800 000 travailleurs en 1975, souvent issus des régions les plus développés du nord de la Yougoslavie où l'agriculture coopérative offre peu d'emplois. En 1988, les 770 000 émigrés envoient en Yougoslavie plus de 4,8 milliards de dollars, l'équivalent de 45 % des exportations.

L'économie yougoslave s'est donc développée dans le cadre des "30 glorieuses", en s'insérant au marché capitaliste par l'exportation de marchandises et de travailleurs et par l'activité touristique. A cela s'ajoutait un taux d'investissement très élevé (38 % du PIB en 1986 contre 28 au Japon et 19 en France), au détriment de la consommation des travailleurs.

Mais l'autogestion n'était pour rien dans ce développement, bien au contraire. Ses véritables effets, l'anarchie économique et l'inégalité qu'elle accentuait, apparurent dans toute leur ampleur à partir de 1978/1980. Avec la fin des "30 glorieuses" se développa la crise économique en Yougoslavie. L'inflation devint galopante : 30 % en 1980, 600 % en 1989. En 1987, la "croissance" fut négative : la production économique régressa de 0,5 % en 1987, et de 2 % en 1988. Les inégalités régionales, accentuées par la politique autogestionnaire, exacerbèrent les antagonismes nationaux et conduisirent chaque république à adopter des mesures qui morcelèrent le marché et aggravèrent un peu plus la crise générale. Durant la période 1980-1990, les revenus salariaux réels diminuèrent de 25 % selon l'OCDE.

Tel est le bilan de l'autogestion mise en place par le PCY.

CRISE ECONOMIQUE, CRISE POLITIQUE

Rompant avec le Kremlin en 1948, le PCY ne cesse pas moins d'être un parti bureaucratique d'origine stalinienne confisquant la totalité du pouvoir à son profit. La police politique (OZNA et UDBA) est toute puissante, toute opposition est brutalement éliminée. Le culte de Tito se développe.

En 1952, lors de son 6e congrès, le PCY devient Ligue des Communistes (LCY). L'un de ses principaux dirigeants, Djilas, prône le retour au multipartisme. Il sera exclu en 1954.

Car la mort de Staline, en 1953, va permettre un rétablissement des relations entre Belgrade et le Kremlin. La Yougoslavie conserve dès lors une certaine originalité,

qu'exprime la politique dite des "non-alignés". Elle n'adhère ni au Comecon, créé en 1949, ni au pacte de Varsovie, créé en 1955. Elle conserve des liens économiques, financiers et politiques privilégiés avec les puissances capitalistes : elle est membre associé de l'OCDE.

En octobre 1956, Tito condamne la première intervention de l'armée russe contre l'insurrection ouvrière de Budapest ; mais il rencontre aussitôt Khrouchtchev pour lui conseiller la mise en place d'un contre-gouvernement hongrois, "aux ordres", présidé par Kadar ; mais il accepte la seconde intervention militaire (4 novembre) et s'abstient sur la résolution de l'ONU demandant le retrait des troupes du Kremlin.

Imre Nagy et ses amis se réfugient dans l'ambassade de Yougoslavie à Budapest. Le 22 novembre, ils la quittent avec la promesse qu'ils n'ont rien à craindre : ils sont alors arrêtés, et seront exécutés. Tito proteste, puis rencontre de nouveau son ami Khrouchtchev. Telle est la politique extérieure de la LCY.

A l'intérieur, la bureaucratie s'arroge de multiples privilèges ; malversations et pots de vin sont la règle. La multiplication des pouvoirs locaux avec leurs zones d'influences accentue la gabegie bureaucratique. Les affrontements entre les groupes, les fractions nationales de la bureaucratie connaissent un sommet durant les années 1968-1971.

La classe ouvrière, la jeunesse, s'expriment ouvertement : 1968 est marqué par les révoltes étudiantes de Belgrade et de Zagreb, 1971 voit éclater le "printemps de Zagreb".

La répression brutale met un terme provisoire à ces mouvements, et en 1976, Tito se proclame président à vie.

En même temps, les frontières sont ouvertes comme une soupape de sécurité : 14 millions de passages de Yougoslaves sont enregistrés en 1975. La mort de Tito, en 1980, affaiblit un pouvoir dont la crise ne cesse, depuis, de se développer.

En septembre 1987, le vice-président du pays démissionne après avoir été mis en cause dans un gigantesque scandale financier, celui du combinat agro-alimentaire d'Agrokomerc. La crise politique culmine en janvier 1990 lors du congrès extraordinaire de la LCY qui se traduit par l'éclatement du parti unique de la bureaucratie.

UNE CRISE ACCELEREE

L'imbrication des mouvements nationaux de plus en plus puissants (cf. précédent article) et d'une crise économique approfondie, se traduit par une crise politique, une crise de la bureaucratie et de l'appareil d'Etat qui met en jeu l'existence même de la Yougoslavie comme Etat. Face à l'aggravation de leurs conditions de vie, les travailleurs multiplient les grèves. Selon des chiffres officiels, 850 grèves ont lieu en 1986, et 1570 en 1987 avec quatre fois plus de grévistes. En 1988, le nombre de grèves dépasse 2000 et celui des grévistes 365 000.

Les différents "plans d'ajustement" tentés de 1985 à 1988 échouent l'un après l'autre. L'inflation atteint, le dernier trimestre de 1989 le chiffre de 10 000 %, en même temps que l'économie est bloquée. On parle de "staghyperinflation".

Au printemps 1989, la bureaucratie met en place un nouveau gouvernement central, celui d'Anté Markovic, chargé de mettre en œuvre des mesures brutales pour tenter de sortir de la crise.

Après la libération des prix et des importations décidée l'année précédente, de nouvelles lois ouvrent totalement au capital étranger les entreprises yougoslaves, transforment les banques en institutions financières indépendantes, définissent quatre types de propriétés (socialisée, privée, mixte, contractuelle), libèrent les mouvements de capitaux. La loi comptable sur les entreprises autogérées est modifiée : pour donner des salaires, il faudra des liquidités. Les entreprises déficitaires seront désormais fermées. La situation des travailleurs devient parfois désespérée : au printemps 89, mille ouvriers d'une usine de cellulose engagent une grève de la faim contre la menace de fermeture de l'entreprise.

Depuis 1990, le blocage des salaires, les fermetures d'entreprises déficitaires, la limitation du crédit, le rattachement du dinar au deutschmark, la hausse des taxes, ont brisé l'inflation, provisoirement. Dans un rapport du 20 juin 1990, l'OCDE se félicite que le gouvernement ait su ramener l'inflation à 3 ou 4 % par mois, grâce à :

> *«un programme de stabilisation à la fois rigoureux et ingénieux, combinant l'introduction d'un nouveau dinar convertible rattaché au deutschmark avec un blocage des salaires, un gel partiel des prix et un durcissement de la politique macro-économique.»*

Pourtant les inquiétudes pour l'avenir demeurent : certes, la Yougoslavie *«semble avoir cette fois trouvée la voie qui conduit à une véritable économie concurrentielle»* mais "on" craint des *«blocages politiques à tous les échelons d'un pays très décentralisé»* où existent des *«entreprises longtemps protégées de la concurrence extérieure et bénéficiant souvent de monopoles locaux, gérées en dépit du bon sens»* ("Le Monde" - 21/6/90).

En somme, si la réintroduction du capitalisme a fait des pas en avant considérables, elle reste entravée et menacée par des structures fédérales dégénérées, héritage de l'Etat ouvrier yougoslave, issu de la guerre, lui-même déjà bureaucratique et dégénéré dès son origine.

DE NOUVEAU LA QUESTION NATIONALE

Après la vague d'élections qui a jalonné l'année 1990 et la constitution, en Slovénie et en Croatie en particulier, de pouvoirs hostiles à l'état central et à la bureaucratie de Belgrade, une grave crise a opposé les autorités croates et l'armée fédérale yougoslave au début de l'année 1991.

Un règlement provisoire semblait avoir été conclu le 26 janvier. La gravité du conflit apparaît à travers le compte rendu fait par le président croate devant le parlement de Zagreb :

> *«Nous étions au bord de la guerre civile, l'armée yougoslave avait été mobilisée en Croatie, mise sur pied de guerre, notre milice aussi.»*

Et Tudjman d'expliquer qu'après que la présidence fédérale et le ministre de la défense eurent :

«déclaré que l'armée nationale yougoslave n'avait jamais eu l'intention de fomenter un putsch militaire pour renverser le pouvoir légitime en Croatie (...), l'armée ayant accepté de lever l'état d'urgence (...) j'ai donné l'ordre de démobiliser les réservistes de la milice croate.»

Dans le centre de Zagreb, 100 000 manifestants apportaient leur soutien aux autorités croates.

Pourtant la question rebondissait quelques jours après. Le 2 février, le président serbe de la Yougoslavie accuse les autorités croates de n'avoir pas désarmé les milices et démantelé les unités para-militaires illégales, et rappelle que *«l'armée yougoslave est résolue à faire observer les ordres de la présidence.»*

Le 5 février, le président croate Tudjman renvoie une réponse cinglante, reprochant au président fédéral son *«comportement dangereux»* et refusant toute poursuite contre le ministre croate de la défense, celui-ci ayant agi sur ordre du gouvernement croate et n'ayant de compte à rendre qu'au parlement croate. Le même jour, le chef du gouvernement de Slovénie déclare que même une confédération yougoslave à la place de l'actuelle fédération *«est devenue irréalisable dans le contexte actuel (...). La Slovénie se séparera de la Yougoslavie avant le mois de mai.»*

Le 20 février, le parlement de Slovénie adopte à une quasi-unanimité une résolution proposant *«la dissociation de la République socialiste fédérée de Yougoslavie en deux ou plusieurs Etats souverains indépendants»*. Dans les faits, il s'agit d'une proposition de séparation "à l'amiable" laissant la possibilité ultérieure d'une coopération économique.

Le lendemain, le Parlement de Croatie s'engage sur la même voie. Il autorise en outre le gouvernement croate à abroger la législation fédérale lorsqu'elle va à l'encontre des intérêts ou de la Constitution croate et demande l'annulation de la décision fédérale du 9.1.1990 exigeant le désarmement des formations para-militaires jugées illégales.

Le 22 février ont lieu des négociations entre les différents gouvernements ; pour concilier la volonté des gouvernements de Serbie et du Monténégro d'en rester à l'actuel modèle fédéral et les projets de la Slovénie et Croatie d'une confédération leur laissant en fait toute indépendance, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine propose une "communauté asymétrique" établissant un régime différent selon les républiques. Il est décidé de poursuivre les négociations en ce sens.

Mais le tribunal militaire de Zagreb, le 26 février, annonce l'inculpation du ministre de la défense de la République croate et de sept autre personnes, accusés d'avoir *«organisé et coordonné toutes les activités relatives à un acte de rébellion armée.»* De toute évidence, si certaines fractions de la bureaucratie tentent d'aménager le système, pour peu que ce soit encore possible, d'autres et en particulier la bureaucratie serbe et la caste militaire préparent l'épreuve de force. Un avant goût en est donné par la répression qui se poursuit au Kosovo, région peuplée d'Albanais où 45 000 salariés albanais ont perdu leur emploi par décision des autorités serbes perdant souvent, du même coup, leur logement.

POUR UNE UNION SOCIALISTE DES BALKANS

Après 45 ans d'existence, l'Etat yougoslave est devenu un cadre inviable. Pour toutes les nationalités, non serbes, c'est un carcan, un instrument d'une oppression nationale devenue insupportable. Seule s'obstine à le maintenir une bureaucratie qui s'identifie au chauvinisme grand serbe. Pour les bourgeoisies renaissantes slovène et croate, il est devenu une entrave. Pour la population albanaise, son joug, comme celui de l'Etat serbe, est devenu intolérable. Pour la population laborieuse de toutes nationalités, y compris serbe, il est un instrument de spoliation et d'exploitation.

Une organisation ouvrière révolutionnaire ne saurait se constituer et se développer si elle ne répond pas à l'aspiration des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Il n'y a pas de nationalité yougoslave. Elle ne saurait avoir un fétichisme à l'égard de la "Yougoslavie", d'un Etat yougoslave. Elle se prononcerait et combattrait sans équivoque pour que chaque nationalité établisse ses propres formes d'organisation étatique, en rupture avec l'Etat fédéral yougoslave, que le Kosovo rompe avec la Serbie. Elle poserait la question de l'unification entre les Albanais du Kosovo et ceux de l'Albanie, entre les différentes parties de la Macédoine, aujourd'hui sous le joug des Etats yougoslave, grec et bulgare. Mais elle ne saurait omettre que sur le territoire des différentes Républiques non serbes actuellement incluses dans l'Etat fédéral yougoslave, vivent des minorités parfois très importantes : la population de la Croatie comprend 11,5 % de Serbes, la population de la Bosnie-Herzégovine comprend 32,2 % de Serbes, 18,4 % de Croates. Il est clair que des Etats indépendants croate, de Bosnie-Herzégovine devraient être des Etats multinationaux et peut-être serait-il nécessaire de procéder à des révisions de frontières selon les volontés des populations. La Voïvodine est encore un cas particulier : 55,8 % sont des Serbes et 21,8 % des Hongrois.

Mais les bourgeoisies renaissantes entendent utiliser des fragments de l'Etat fédéral, les structures des anciennes Républiques pour asseoir leur domination de classe. Une organisation ouvrière révolutionnaire aurait à défendre un programme démocratique radical : liquidation de l'armée, de la couche des officiers, des organismes d'Etat, administration, justice, police, etc, hérités de l'Etat yougoslave et des Etats des Républiques composant la Yougoslavie ; Assemblées Constituantes Souveraines élues au suffrage universel ; droits d'organisations, de presse, de manifestation sans restriction ; constitution (des municipalités au sommet des Républiques) d'organismes de direction et de gestion, de milices assurant la police et la sécurité des Républiques, émanant directement de la population laborieuse, élection des juges, etc...

A des degrés divers, la situation économique des différentes républiques est extrêmement difficile, sinon catastrophique. Y faire face exige, dans toutes les Républiques, l'institution du contrôle des ressources, de la production et de la distribution par la population laborieuse et la constitution d'organismes, unifiés à l'échelle de ces Républiques, pour réaliser ce contrôle, ce qui est totalement en rupture avec "l'autogestion" laquelle, au contraire, disloque, brise en de multiples morceaux la classe ouvrière et débouche sur la privatisation de la propriété étatique des moyens de production. Dans le cadre de

l'Etat yougoslave actuel il n'y a aucune issue possible à la crise économique. Mais le cadre et les limites des petits Etats nationaux n'en offrent pas non plus. En restant isolés, ces Etats, y compris les plus "prospères", les plus développés, seraient obligatoirement condamnés à se soumettre à l'impérialisme, à devenir des semi-colonies dont les économies seraient complémentaires de celles des pays capitalistes dominants. Si la domination bureaucratique et l'inégalité de développement ont exacerbé les conflits nationaux et exigent la liquidation de l'Etat yougoslave actuel, une coopération entre les différentes Républiques, voire une confédération, vers, peut-être une nouvelle fédération, ne doit pas être exclue.

Tout dépendra du cours de la lutte des classes en Europe, notamment en Europe de l'est, dans les Balkans, en Grèce. Les cas de figure sont multiples. Une, plusieurs, ou toutes les Républiques de la Yougoslavie peuvent être amenées à établir une union avec un ou plusieurs pays d'Europe, principalement des Balkans. Mais la perspective d'une union socialiste de tous les peuples des Balkans doit être ouverte, étant donné les parentés existantes dans l'histoire de ces pays. Compte tenu de l'expérience que viennent de subir les peuples de la Yougoslavie actuelle et des autres pays de l'Europe de l'est des Balkans, il est possible qu'au premier stade cette union soit une simple confédération. Il n'en reste pas moins qu'elle doit se situer en direction de la construction du socialisme. Le retour au régime capitaliste interdirait toute union de ces peuples, car il impliquerait la soumission de ces pays à l'impérialisme. Evidemment, ouvrir la voie à une union socialiste des peuples des Balkans exige que soit tracée la perspective des Etats Unis Socialistes d'Europe.

En tout état de cause, il appartient au prolétariat et à l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse de mettre en échec les menaces de la caste militaire, de liquider la bureaucratie yougoslave et celle des différentes Républiques. Il lui appartient de prendre en main le combat pour les droits nationaux, aujourd'hui généralement confisqués à leur profit par des fractions de la bureaucratie locale, par les couches restaurationnistes, par la petite bourgeoisie et bourgeoisie des différentes régions. Pour se réapproprier ce combat, pour mettre en œuvre de réelles libertés démocratiques, pour instaurer une véritable économie planifiée, sous son contrôle, seule à même de garantir et d'améliorer ses conditions de vie, le prolétariat yougoslave aura à bâtir et centraliser ses soviets, sa milice. Pour ce faire, comme en URSS, la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire est une nécessité impérieuse.

*
***

Faute de place, CPS ne peut publier dans son numéro 38 l'article "Allemagne 1191 : une nouvelle phase". Il sera publié dans le numéro 39.

✂----------

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE :_____

CODE POSTAL : _____- LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Directeur de la Publication : Stéphane JUST
Commission Paritaire n° 67187
n° I.S.S.N. : 0763790 X
Imprimerie Spéciale